

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur le 31 décembre 2013 :

1° les articles 1^{er} à 3, 1° à 8°, 13° et 14°, 16° à 18°, 20° à 25°, 29° à 30°, 32° à 34°, 37° à 40°, 42° à 55°, et 61°, 44 à 53, 68 et 69, 71 à 77/2, 171 à 178/2, 185 à 188, 190 à 192, 206/1 à 209/1, 213 à 216, 217 à 225, 226/1 à 231, 233 à 237/5, 239 et 240, 242 à 242/12, 244 à 247, 249 à 251, 255, 258, 260, § 3, 263 à 265, 270 et 271, et 271/2 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, tels que modifiés par la loi du 31 juillet 2013;

2° le présent arrêté.

Art. 2. Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op 31 december 2013 treden in werking :

1° de artikelen 1 tot 3, 1° tot 8°, 13° en 14°, 16° tot 18°, 20° tot 25°, 29° tot 30°, 32° tot 34°, 37° tot 40°, 42° tot 55°, en 61°, 44 tot 53, 68 en 69, 71 tot 77/2, 171 tot 178/2, 185 tot 188, 190 tot 192, 206/1 tot 209/1, 213 tot 216, 217 tot 225, 226/1 tot 231, 233 tot 237/5, 239 en 240, 242 tot 242/12, 244 tot 247, 249 tot 251, 255, 258, 260, § 3, 263 tot 265, 270 en 271, en 271/2 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013;

2° dit besluit.

Art. 2. De minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2013/07330]

26 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif aux cours de perfectionnement des militaires de carrière du cadre actif des forces armées, à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, l'article 37, modifié par la loi du 31 juillet 2013, l'article 84/1, alinéa 2, inséré par la loi du 31 juillet 2013, les articles 110, 113, remplacés par la loi du 31 juillet 2013, les articles 113/1, 139/1, alinéa 2, 3°, 139/2, alinéa 2, 2°, et alinéa 3, 2°, insérés par la loi du 31 juillet 2013, et l'article 272, modifié par la loi du 20 juin 2012;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées;

Vu l'arrêté royal du 12 août 2003 relatif à la formation continuée des officiers du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major;

Vu le protocole de négociation N-352 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 31 octobre 2013;

Vu l'avis 54.487/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *DISPOSITIONS GENERALES*

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "la loi" : la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées;

2° "le ministre" : le ministre de la Défense;

3° "le DGHR" : le directeur général human resources;

4° "le DGFmn" : le directeur général de la formation;

5° "l'ERM" : l'Ecole royale militaire;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2013/07330]

26 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de vervolmingscursussen van de beroepsmilitairen van het actief kader van de krijgsmacht, het examen voor overgang naar de graad van eerste sergent-majoor, het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, artikel 37, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013, artikel 84/1, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, de artikelen 110, 113, vervangen bij de wet van 31 juli 2013, de artikelen 113/1, 139/1, tweede lid, 3°, 139/2, tweede lid, 2°, en derde lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, en artikel 272, gewijzigd bij de wet van 20 juni 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 2003 betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-352 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 31 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State 54.487/4, gegeven op 12 december 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *ALGEMENE BEPALINGEN*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht;

2° "de minister" : de minister van Landsverdediging;

3° "de DGHR" : de directeur-generaal human resources;

4° "de DGFmn" : de directeur-generaal vorming;

5° "de KMS" : de Koninklijke Militaire School;

6° "la formation continuée" : l'ensemble des cours de perfectionnement :

a) visés aux articles 110 à 112 de la loi;

b) qui ont, le cas échéant, pour but de permettre aux militaires d'acquérir des compétences supplémentaires dans les domaines de la gestion ou des opérations, ci-après dénommés "la formation spécialisée";

7° "le cours de perfectionnement" : une formation ou un cursus;

8° "le cursus" : un ensemble cohérent d'activités d'enseignement, d'étude et d'appréciation, lié à une formation académique préalable et qui, en cas de réussite, est sanctionné par, selon le cas, un brevet militaire ou un diplôme de l'enseignement académique continué du deuxième cycle ou les deux;

9° "les compétences" : une combinaison de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes qui permet à un militaire de fonctionner avec succès dans des situations professionnelles et qui se manifeste en comportements observables;

10° "les compétences professionnelles" : les compétences qui permettent à un militaire d'exécuter des tâches professionnelles spécifiques et qui se rapportent à une situation professionnelle déterminée;

11° "les compétences comportementales" : les compétences qui, indépendamment de situations professionnelles, permettent à un militaire de fonctionner de manière optimale dans des circonstances changeantes, individuellement ou en groupe;

12° "l'année de formation" : une période, ne correspondant pas nécessairement à une année calendrier, durant laquelle le stagiaire doit suivre l'ensemble ou une partie du cours de perfectionnement. Si le cours de perfectionnement mène à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement académique continué du deuxième cycle, l'année de formation s'appelle "l'année académique";

13° "le stagiaire" : la qualité que le militaire acquiert le jour, le cas échéant, du début ou de la poursuite du cours ou de la partie de cours de perfectionnement de la formation continuée pour lequel il a été admis, désigné ou agréé, jusqu'au moment où il a réussi, selon le cas, ce cours ou cette partie de cours, ou, le cas échéant, où il est mis fin à sa formation ou son cursus de manière définitive ou temporaire;

14° "le module" : une partie cohérente d'un cursus ou d'une formation;

15° "le domaine" : un ensemble de modules qui se rapportent à une même branche;

16° "la partie du cours" : une partie de la formation d'un cours de perfectionnement;

17° "les opérations joint" : les opérations exécutées conjointement par des éléments de différentes composantes;

18° "l'épreuve statutaire" : une épreuve dans laquelle le stagiaire doit réussir afin, soit de finir avec succès un cours de perfectionnement de sa formation continuée, soit de satisfaire aux critères de réussite, le cas échéant, de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef ou des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major;

19° "l'examen" : une épreuve, statutaire ou non, écrite ou orale, individuelle ou collective, avec une technique d'évaluation déterminée, présentée pendant ou à l'issue, le cas échéant, du domaine, de la formation ou du cursus auquel elle se rapporte, en vue de l'appréciation des compétences;

20° "l'organisme de formation externe" : une institution autre qu'une institution de la Défense;

21° "l'officier responsable de la formation" : selon l'institution de la Défense où le cours de perfectionnement est organisé, le commandant de l'organisme de formation ou le chef de corps, ou l'officier désigné par, selon le cas, le commandant de l'organisme de formation ou le chef de corps;

22° "les forces" : la force terrestre, la force aérienne, la marine et le service médical;

23° "les composantes" : la composante terre, la composante air, la composante marine et la composante médicale;

24° "le BHK" : la qualification principale de métier d'une filière de métiers militaire ou d'un pôle de compétence, pour laquelle des compétences spécifiques sont exigées.

En outre, les notions de "formation", "test" et "ajournement" sont utilisées conformément aux définitions visées à l'article 3 de la loi.

6° "de voortgezette vorming" : het geheel van de vervolmakingscursussen :

a) bedoeld in de artikelen 110 tot 112 van de wet;

b) die, in voorkomend geval, tot doel hebben de militairen toe te laten om aanvullende competenties te verwerven in de domeinen van het beheer of de operaties, hierna "de gespecialiseerde vorming" genoemd;

7° "de vervolmakingscursus" : een vorming of een opleiding;

8° "een opleiding" : een samenhangend geheel van onderwijs-, studie- en beoordelingsactiviteiten dat aansluit bij een academische vooropleiding en dat in geval van succesvolle voltooiing bekroond wordt met, naargelang het geval, een militair brevet of een diploma van het voortgezet academisch onderwijs van de tweede cyclus of beide;

9° "de competenties" : een combinatie van kennis, vaardigheden en attitudes die een militair toelaat succesvol te functioneren in beroepsituaties en die zich manifesteert in observeerbare gedragingen;

10° "de professionele competenties" : de competenties die een militair toelaten specifieke beroepstaken uit te voeren en die betrekking hebben op een bepaalde beroepssituatie;

11° "de gedragscompetenties" : de competenties die, onafhankelijk van beroepssituaties, een militair toelaten optimaal te kunnen functioneren in wisselende omstandigheden, individueel of in groepsverband;

12° "het vormingsjaar" : een periode, niet strikt noodzakelijk overeenkomend met één kalenderjaar, waarbinnen de stagiair het geheel of een deel van de vervolmakingscursus moet volgen. Indien de vervolmakingscursus leidt tot het behalen van een diploma van het voortgezet academisch onderwijs van de tweede cyclus, wordt het vormingsjaar "het academiejaar" genoemd;

13° "de stagiair" : de hoedanigheid die de militair verwerft op de dag van, in voorkomend geval, het begin of de verderzetting van de vervolmakingscursus van de voortgezette vorming of het deel ervan waarvoor hij toegelaten, aangeduid of aanvaard werd, tot op het ogenblik dat hij, naargelang het geval, voor deze cursus of voor dit deel ervan geslaagd is, of, in voorkomend geval, waarop definitief of tijdelijk een einde gesteld wordt aan zijn vorming of opleiding;

14° "de module" : een samenhangend onderdeel van een opleiding of een vorming;

15° "het domein" : een geheel van modules die behoren tot hetzelfde vakgebied;

16° "het cursusgedeelte" : een gedeelte van de vorming van een vervolmakingscursus;

17° "de joint-operaties" : de operaties die gezamenlijk uitgevoerd worden door elementen van de verschillende componenten;

18° "de statutaire proef" : een proef waarin de stagiair moet slagen om, hetzij een vervolmakingscursus van zijn voortgezette vorming met succes te kunnen beëindigen, hetzij te voldoen aan de criteria tot slagen in, in voorkomend geval, het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor, het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef of de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor;

19° "het examen" : een proef, al dan niet statutair, schriftelijk of mondeling, individueel of collectief, met een bepaalde evaluatietechniek, afgelegd tijdens of na afloop van, in voorkomend geval, het domein, de vorming of de opleiding waarop ze betrekking heeft, met het oog op het beoordelen van de competenties;

20° "het externe vormingsorganisme" : een andere instelling dan een instelling van Defensie;

21° "de officier verantwoordelijk voor de vorming" : naargelang de instelling van Defensie waar de vervolmakingscursus wordt georganiseerd, de commandant van het vormingsorganisme of de korpscommandant, of de officier aangewezen door, naargelang het geval, de commandant van het vormingsorganisme of de korpscommandant;

22° "de krijgsmachtdelen" : de landmacht, de luchtmacht, de marine en de medische dienst;

23° "de componenten" : de landcomponent, de luchtcomponent, de marinecomponent en de medische component;

24° "de BHK" : de beroepsofdkwalificatie van een militaire vakrichting of competentiepool, waarvoor welbepaalde competenties vereist zijn.

Bovendien worden de noties "vorming", "test" en "uitstel" gebruikt overeenkomstig de definities bedoeld in artikel 3 van de wet.

*Section 2. — Du concept de formation continuée**Sous-section 1^{re}. — Des officiers de carrière*

Art. 2. La formation continuée des officiers de carrière du niveau A comporte, selon le cas, les cours de perfectionnement suivants :

1° la formation de base d'état-major, destinée au développement des compétences visées à l'article 111, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi;

2° la formation pour candidat officier supérieur, destinée au développement des compétences et à la préparation des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major visées à l'article 111, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi;

3° les cursus supérieurs, destinés au développement des compétences visées à l'article 111, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi et qui comprennent :

a) le cursus supérieur d'état-major;

b) le cursus supérieur d'administrateur militaire;

c) les cursus d'un niveau équivalent, organisés dans un organisme de formation externe.

Art. 3. La formation continuée des officiers de carrière du niveau B comporte la formation de base d'état-major visée à l'article 2.

Sous-section 2. — Des sous-officiers de carrière

Art. 4. La formation continuée des sous-officiers de carrière du niveau C comporte, selon le cas, les cours de perfectionnement suivants :

1° la formation pour candidat sous-officier d'élite, destinée au développement des compétences et à la préparation de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major visés à l'article 112, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi;

2° la formation pour candidat sous-officier supérieur, destinée au développement des compétences et à la préparation de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef visés à l'article 112, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi.

Art. 5. La formation continuée des sous-officiers de carrière du niveau B comporte, selon le cas, les cours de perfectionnement suivants :

1° la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B, destinée au développement des compétences visées à l'article 112, alinéa 2, 1°, de la loi;

2° la formation pour candidat sous-officier supérieur, destinée au développement des compétences et à la préparation de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef visés à l'article 112, alinéa 2, 2° et 3°, de la loi.

Section 3. — Du concept de formation spécialisée

Art. 6. La formation spécialisée des militaires de carrière comporte, selon le cas :

1° le cours de perfectionnement visé à l'article 39, § 2, 1°, de la loi, destiné à l'acquisition d'un pôle de compétence;

2° les formations spécifiques, en complément des cours de perfectionnement de la formation continuée dans le domaine des opérations, le cas échéant, organisées par force, composante, filière de métiers, groupe de filières de métiers ou groupe interfilières de métiers.

CHAPITRE 2. — DES DISPOSITIONS COMMUNES AUX FORMATIONS CONTINUEES ET SPECIALISEES

Art. 7. Le DGHR ou le DGFmn peut, chacun dans son domaine de responsabilité, désigner une autorité, revêtue au moins d'un grade d'officier supérieur, pour exercer une ou plusieurs des compétences, qui leur sont attribuées en vertu du présent arrêté.

*CHAPITRE 3. — DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX FORMATIONS CONTINUEES**Section 1^{re}. — Des généralités*

Art. 8. Par formation continuée organisée dans une institution de la Défense, font l'objet d'un règlement arrêté par le ministre :

1° les matières et la durée de la formation et, le cas échéant, le contenu et la durée des stages organisés lors de cette formation;

2° le programme et les objectifs finaux de la formation et les modalités relatives à l'exécution du programme;

3° le cas échéant, le programme et les coefficients de pondération des épreuves statutaires organisées dans le cadre de cette formation;

*Afdeling 2. — Begrip voortgezette vorming**Onderafdeling 1. — Beroepsofficieren*

Art. 2. De voortgezette vorming van de beroepsofficieren van niveau A bevat, naargelang het geval, de volgende vervolmakingscursussen :

1° de basis stafvorming, ter ontwikkeling van de competenties bedoeld in artikel 111, eerste lid, 1°, van de wet;

2° de vorming voor kandidaat hoofdofficier, ter ontwikkeling van de competenties en ter voorbereiding van de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor bedoeld in artikel 111, eerste lid, 2°, van de wet;

3° de hogere opleidingen, ter ontwikkeling van de competenties bedoeld in artikel 111, eerste lid, 3°, van de wet en die bestaan uit :

a) de hogere stafopleiding;

b) de hogere opleiding voor militair administrateur;

c) de opleidingen van een gelijkwaardig niveau, georganiseerd in een extern vormingsorganisme.

Art. 3. De voortgezette vorming van de beroepsofficieren van niveau B bevat de basis stafvorming bedoeld in artikel 2.

Onderafdeling 2. — Beroepsonderofficieren

Art. 4. De voortgezette vorming van de beroepsonderofficieren van niveau C bevat, naargelang het geval, de volgende vervolmakingscursussen :

1° de vorming voor kandidaat keuronderofficier, ter ontwikkeling van de competenties en ter voorbereiding van het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor bedoeld in artikel 112, eerste lid, 1°, van de wet;

2° de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier, ter ontwikkeling van de competenties en ter voorbereiding van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef bedoeld in artikel 112, eerste lid, 2°, van de wet.

Art. 5. De voortgezette vorming van de beroepsonderofficieren van niveau B bevat, naargelang het geval, de volgende vervolmakingscursussen :

1° de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B, ter ontwikkeling van de competenties bedoeld in artikel 112, tweede lid, 1°, van de wet;

2° de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier, ter ontwikkeling van de competenties en ter voorbereiding van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef bedoeld in artikel 112, tweede lid, 2° en 3°, van de wet.

Afdeling 3. — Begrip gespecialiseerde vorming

Art. 6. De gespecialiseerde vorming van de beroepsmilitairen bevat, naargelang het geval :

1° de vervolmakingscursus bedoeld in artikel 39, § 2, 1°, van de wet ter verwerving van een competentiepool;

2° de specifieke vormen, ter aanvulling van de vervolmakingscursussen van de voortgezette vorming in het domein van de operaties, in voorkomend geval, georganiseerd per krijgsmachtdeel, component, vakrichting, groep van vakrichtingen of intervakrichtingengroep.

HOOFDSTUK 2. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN VOOR DE VOORTGEZETTE EN GESPECIALISEERDE VORMINGEN

Art. 7. De DGHR of de DGFmn kan, ieder binnen zijn verantwoordelijkheidsdomein, een autoriteit, bekleed met ten minste de rang van hoofdofficier, aanduiden voor het uitvoeren van één of meerdere bevoegdheden, die hun krachtens dit besluit worden toegekend.

*HOOFDSTUK 3. — SPECIFIEKE BEPALINGEN VOOR DE VOORTGEZETTE VORMINGEN**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 8. Per voortgezette vorming georganiseerd in een instelling van Defensie worden bepaald in een reglement uitgevaardigd door de minister :

1° de leerstof en de duur van de vorming en, in voorkomend geval, de inhoud en de duur van de stages georganiseerd gedurende deze vorming;

2° het programma en de eindtermen van de vorming en de nadere regels betreffende de uitvoering van het programma;

3° in voorkomend geval, het programma en de wegingscoëfficiënten van de statutaire proeven georganiseerd in het kader van deze vorming;

4° les compétences à acquérir, déterminées selon le dictionnaire de compétences de la Défense.

Au plus tard une semaine avant le début et, dans des cas exceptionnels, au plus tard au début de la formation, le militaire ou le stagiaire est informé, le cas échéant, des éléments suivants :

1° les objectifs finaux de la formation, le programme et les épreuves statutaires de la formation à suivre;

2° les compétences appréciées;

3° les conditions de réussite;

4° les règles concernant l'estimation du potentiel selon les dispositions réglementaires relatives à l'estimation du potentiel des militaires.

Toute modification apportée à un élément visé à l'alinéa 2 doit être communiquée par écrit aux militaires ou stagiaires concernés aussi vite que possible.

Art. 9. § 1^{er}. Le ministre peut :

1° après avoir pris l'avis du DGHR, autoriser une personne n'appartenant pas à la Défense à suivre tout ou partie d'un cours de perfectionnement d'une formation continuée, qui est organisé dans une institution de la Défense;

2° en fonction des besoins d'encadrement et sur la proposition du DGHR, autoriser un agent de l'Etat du niveau A, du niveau B ou du niveau C, appartenant à la Défense, à suivre tout ou partie d'un cours de perfectionnement de la formation continuée du même niveau, qui est organisé dans une institution de la Défense;

3° en fonction des besoins d'encadrement et sur la proposition du DGHR, agréer la candidature d'un officier du niveau A, satisfaisant aux conditions visées à l'article 35, § 1^{er}, pour suivre un cursus supérieur visé à l'article 2, 3°.

§ 2. En fonction des besoins d'encadrement ou d'un transfert visé à l'article 40 ou 41 de la loi, le DGHR peut :

1° selon le cas, autoriser un officier à suivre ou le désigner pour suivre tout ou partie d'un cours de perfectionnement de la formation continuée pour officiers de carrière du niveau B ou de niveau A, autres que ceux visés au paragraphe 1^{er}, 3°, pour autant que :

a) le statut de cet officier ne l'exclut pas;

b) cet officier satisfasse aux autres conditions de participation prévues par le présent arrêté;

2° selon le cas, autoriser un sous-officier à ou le désigner pour suivre tout ou partie d'un cours de perfectionnement de la formation continuée pour sous-officiers de carrière du niveau C ou du niveau B, le cas échéant, soit dans une autre force dans la même filière de métiers et BHK, soit dans la même filière de métiers dans un autre BHK, soit dans une autre filière de métiers et BHK, pour autant que :

a) le statut de ce sous-officier ne l'exclut pas;

b) ce sous-officier satisfasse aux autres conditions de participation prévues par le présent arrêté.

Le sous-officier subalterne du niveau C n'exerçant pas effectivement une fonction au sein de sa filière de métiers et qui souhaite être mis en fonction dans une fonction de sa filière de métiers avant le début de la formation pour candidat sous-officier d'élite pour laquelle il sera désigné, doit introduire sa demande dans les trois ans et au plus tard dix-huit mois avant la date du début de cette formation. Sauf si les impératifs de service ne le permettent pas, le DGHR mettra le sous-officier concerné en fonction pour une durée minimale d'un an dans une fonction de sa filière de métiers pendant la période qui précède immédiatement la date prévue du début de sa formation pour candidat sous-officier d'élite.

4° de te verwerven competenties, bepaald volgens het competentie-woordenboek van Defensie.

Ten laatste één week vóór de aanvang en, in uitzonderlijke gevallen, ten laatste bij de aanvang van de vorming wordt de militair of de stagiair ingelicht betreffende, in voorkomend geval, de volgende elementen :

1° de eindtermen van de vorming, het programma en de statutaire proeven van de te volgen vorming;

2° de competenties die beoordeeld worden;

3° de voorwaarden om te slagen;

4° de regels betreffende de potentieelinschatting volgens de reglementaire bepalingen betreffende de potentieelinschatting van de militairen.

Elke wijziging van een element bedoeld in het tweede lid, wordt zo snel als mogelijk schriftelijk ter kennis van de betrokken militairen of stagiairs gebracht.

Art. 9. § 1. De minister kan :

1° na het advies van de DGHR ingewonnen te hebben, een persoon die niet tot Defensie behoort, toestaan het geheel of een deel van een vervolmingscursus van een voortgezette vorming, georganiseerd in een instelling van Defensie, te volgen;

2° in functie van de kaderbehoeften en op voorstel van de DGHR, een Rijksambtenaar van niveau A, niveau B of niveau C die tot Defensie behoort, toestaan om het geheel of een deel van een vervolmingscursus van de voortgezette vorming van hetzelfde niveau, georganiseerd in een instelling van Defensie, te volgen;

3° in functie van de kaderbehoeften en op voorstel van de DGHR, de kandidatuur aanvaarden van een officier van niveau A, die aan de in artikel 35, § 1, bedoelde voorwaarden voldoet, voor het volgen van een hogere opleiding bedoeld in artikel 2, 3°.

§ 2. In functie van de kaderbehoeften of van een overplaatsing bedoeld in artikel 40 of 41 van de wet kan de DGHR :

1° een officier, naargelang het geval, toestaan of aanduiden om het geheel of een deel van een vervolmingscursus van de voortgezette vorming voor beroepsofficieren van niveau B of niveau A, andere dan deze bedoeld in paragraaf 1, 3°, te volgen, voor zover :

a) het statuut van deze officier dit niet uitsluit;

b) deze officier voldoet aan de andere bij dit besluit gestelde deelnemingsvoorwaarden;

2° een onderofficier, naargelang het geval, toestaan of aanduiden om het geheel of een deel van een vervolmingscursus van de voortgezette vorming voor beroepsonderofficieren van niveau C of niveau B te volgen, in voorkomend geval, hetzij in een ander krijgsmachtdeel in dezelfde vakrichting en BHK, hetzij in dezelfde vakrichting in een andere BHK, hetzij in een andere vakrichting en BHK, voor zover :

a) het statuut van deze onderofficier dit niet uitsluit;

b) deze onderofficier voldoet aan de andere bij dit besluit gestelde deelnemingsvoorwaarden.

De lagere onderofficier van niveau C die niet effectief een functie uitoefent binnen zijn vakrichting en die in een functie van zijn vakrichting wenst tewerkgesteld te worden vóór de aanvang van de vorming voor kandidaat keuronderofficier, waarvoor hij aangeduid zal worden, moet zijn aanvraag hiervoor indienen binnen de drie jaar en ten laatste achttien maanden vóór de datum van aanvang van deze vorming. Tenzij dienstnoodwendigheden dit niet toelaten, zal de DGHR de betrokken onderofficier tewerkstellen in een functie van zijn vakrichting gedurende minstens één jaar in de periode onmiddellijk voorafgaand aan de voorziene datum van aanvang van zijn vorming voor kandidaat keuronderofficier.

§ 3. Les modalités particulières d'admission aux cours de perfectionnement dans le cadre de l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, font l'objet d'un règlement arrêté par le ministre.

Sont applicables à toute personne visée aux paragraphes 1^{er} et 2, les dispositions du présent arrêté relatives à l'appréciation du stagiaire.

Art. 10. Le DGHR fixe le moment précis où chaque participant doit suivre le cours de perfectionnement.

Section 2. — Des mesures particulières

Sous-section 1^{re}. — De la renonciation

Art. 11. Chaque militaire peut renoncer à tout moment, même après avoir été, selon le cas, désigné par le DGHR ou agréé par le ministre, à commencer une formation ou un cursus de la formation continuée, à l'exception :

1° de la participation obligatoire aux cours de perfectionnement dans le cadre des transferts visés aux articles 40, alinéa 2, et 41, alinéa 2, de la loi;

2° de la participation obligatoire à la formation de base d'état-major.

Chaque stagiaire peut à tout moment renoncer à, le cas échéant et selon le cas :

1° la poursuite de sa formation ou de son cursus de la formation continuée, à l'exception de la participation obligatoire aux cours de perfectionnement visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° la participation à l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major ou à l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef ou aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major.

Tout militaire ou stagiaire peut, pour l'ensemble des cours de perfectionnement de sa formation continuée, revenir une seule fois sur sa décision de renonciation visée à l'alinéa 1^{er} ou 2, pour autant qu'il ne soit pas auparavant déjà revenu une fois sur la décision de renonciation à l'avancement visée à l'article 37 de la loi. La décision de renonciation visée à l'alinéa 1^{er} ou 2, devient toutefois définitive et irrévocable trois ans après que le militaire concerné ou le stagiaire concerné ait communiqué par écrit cette décision au DGHR.

Sous-section 2. — De l'ajournement, de l'interruption ou du devancement de la participation à un cours de perfectionnement

Art. 12. Pour des raisons exceptionnelles ou pour des raisons de service à apprécier par le DGHR, un militaire peut, préalablement à sa désignation ou à son agrément, solliciter l'ajournement ou le devancement de sa participation à une formation ou un cursus de la formation continuée.

Si le DGHR accorde un ajournement ou un devancement, il fixe la session de cours à laquelle le militaire est rattaché.

L'ajournement pour des raisons visées à l'alinéa 1^{er}, ne peut être accordé que, pour autant que :

1° le sous-officier du niveau C, selon le cas :

a) puisse présenter l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major avant d'atteindre l'ancienneté minimum de 6 ans dans le grade de premier sergent visée à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées;

b) puisse présenter l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef avant que sa candidature pour le grade d'adjudant-chef ne soit soumise au comité d'avancement pour la première fois;

2° le sous-officier du niveau B, selon le cas :

a) puisse finir avec succès la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B avant d'atteindre l'ancienneté minimum de 6 ans dans le grade d'adjudant visée à l'article 14, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées;

§ 3. De bijzondere toelatingsregels tot de vervolmakingscursussen, in het kader van de toestemming bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, worden bepaald in een door de minister vastgesteld reglement.

De bepalingen van dit besluit met betrekking tot de beoordeling van de stagiair zijn toepasselijk op alle personen bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

Art. 10. De DGHR stelt het juiste ogenblik vast waarop elke deelnemer de vervolmakingscursus moet volgen.

Afdeling 2. — Bijzondere maatregelen

Onderafdeling 1. — De verzaking

Art. 11. Iedere militair kan steeds, ook nadat hij, naargelang het geval, door de DGHR werd aangeduid of door de minister werd aanvaard, verzaken een vorming of een opleiding van de voortgezette vorming aan te vangen, met uitzondering van :

1° de verplichte deelneming aan de vervolmakingscursussen in het kader van de overgangen bedoeld in de artikelen 40, tweede lid, en 41, tweede lid, van de wet;

2° de verplichte deelneming aan de basis stafvorming.

Iedere stagiair kan op elk ogenblik verzaken aan, in voorkomend geval en naargelang het geval :

1° de verderzetting van zijn vorming of opleiding van de voortgezette vorming, met uitzondering van de verplichte deelneming aan de vervolmakingscursussen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°;

2° de deelneming aan het examen voor overgang naar de graad van eerste sergent-majoor of aan het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef of aan de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor.

Elke militair of stagiair kan, voor het geheel van de vervolmakingscursussen van zijn voortgezette vorming, slechts één keer op zijn beslissing tot verzaking bedoeld in het eerste of het tweede lid terugkomen, voor zover hij voordien niet reeds één keer teruggekomen is op zijn beslissing tot verzaking aan de bevordering bedoeld in artikel 37 van de wet. De beslissing tot verzaking bedoeld in het eerste of het tweede lid, wordt evenwel definitief en onherroepelijk drie jaar nadat de betrokken militair of de betrokken stagiair deze beslissing schriftelijk aan de DGHR heeft meegedeeld.

Onderafdeling 2. — Het uitstel, de onderbreking of de vervroeging van de deelneming aan een vervolmakingscursus

Art. 12. Wegens uitzonderlijke redenen of wegens dienstredenen te beoordelen door de DGHR, kan een militair, voorafgaand aan zijn aanduiding of aanvaarding, het uitstel of het vervroegen van zijn deelneming aan een vorming of een opleiding van de voortgezette vorming vragen.

Indien de DGHR een uitstel of een vervroeging verleent, stelt hij de sessie van cursussen vast waaraan de militair wordt aangehecht.

Het uitstel om redenen bedoeld in het eerste lid kan slechts worden verleend, voor zover :

1° de onderofficier van niveau C, naargelang het geval :

a) het examen voor overgang naar de graad van eerste sergent-majoor kan afleggen voor het bereiken van de minimumanciënniteit van 6 jaar in de graad van eerste sergent bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht;

b) het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef kan afleggen vooraleer zijn kandidatuur voor de graad van adjudant-chef voor de eerste maal aan het bevorderingscomité zal worden voorgelegd;

2° de onderofficier van niveau B, naargelang het geval :

a) de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B met succes kan beëindigen voor het bereiken van de minimumanciënniteit van 6 jaar in de graad van adjudant bedoeld in artikel 14, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht;

b) puisse présenter l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef avant que sa candidature pour le grade d'adjudant-major ne soit soumise au comité d'avancement pour la première fois;

3° l'officier du niveau A puisse présenter les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major avant que sa candidature pour le grade de major ne soit soumise au comité d'avancement pour la première fois.

Les limitations visées à l'alinéa 3, ne sont pas applicables aux officiers et sous-officiers ajournés en application de l'article 13.

Art. 13. Lorsqu'un militaire désigné ou agréé ne peut pas commencer sa formation ou son cursus ou lorsqu'un stagiaire doit interrompre celui-ci pour des raisons de santé graves ou pour des raisons sociales graves ou des raisons impérieuses de service à apprécier par le DGHR, il est rattaché de plein droit au premier cours de perfectionnement similaire organisé après que la cause d'interruption ait pris fin.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un cours de perfectionnement dans un organisme de formation externe et lorsqu'il n'est plus possible de désigner le militaire ou le stagiaire concerné pour suivre ultérieurement le même cours de perfectionnement, conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, le militaire ou le stagiaire est rattaché de plein droit à un cours de perfectionnement similaire organisé dans un organisme de formation de la Défense, après que la cause d'interruption ait pris fin.

Art. 14. Le militaire ou le stagiaire qui, sans avoir renoncé, ne participe pas au cours de perfectionnement auquel il a été rattaché en application des dispositions visées aux articles 10, 12 et 13, et qui n'obtient pas un ajournement, est considéré comme ayant définitivement échoué dans ce cours de perfectionnement et perd, le cas échéant, de plein droit la qualité de stagiaire.

Sous-section 3. — De la dispense de la participation à une épreuve statutaire et de l'équivalence d'une formation continuée donnée dans un organisme de formation externe

Art. 15. § 1^{er}. Pour un cours de perfectionnement organisé dans une institution de la Défense, le stagiaire peut, à sa demande, après avis de l'officier responsable de la formation de cette institution, être dispensé par le DGFmn de la participation à une ou plusieurs épreuves statutaires des parties du cours ou des modules de sa formation ou de son cursus de la formation continuée, si, selon le cas :

1° il a réussi auparavant les épreuves statutaires des parties du cours ou des modules pour lesquels les dispenses sont demandées;

2° il a suivi auparavant avec fruit des parties du cours ou des modules équivalents dans une institution de la Défense ou dans un organisme de formation externe.

Le stagiaire concerné doit introduire sa demande de dispense au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit la date de la prise de connaissance du programme de la formation visée à l'article 8, alinéa 2.

La décision relative à l'octroi de la dispense doit, aussi vite que possible, être portée à la connaissance du stagiaire concerné et au plus tard dans les trois semaines qui suivent la date de début de la partie du cours ou du module sur lequel portent les épreuves statutaires.

§ 2. Lorsqu'un stagiaire est dispensé de la participation à une épreuve statutaire, le DGFmn décide, selon que la formation suivie antérieurement avec succès et la cotation étaient identiques ou non :

1° de reprendre le résultat antérieur, le cas échéant, avec une conversion en fonction du total des points de la cotation dans la formation actuelle ou le cursus actuel du stagiaire;

2° de ne pas utiliser le résultat antérieur et de calculer les totaux de points du stagiaire sur la base des résultats obtenus dans les parties restantes de la formation ou du cursus.

§ 3. Le DGHR se prononce, après l'avis du DGFmn, sur l'équivalence de tout ou partie de la formation continuée, donnée dans un organisme de formation externe.

Sous-section 4. — De l'ajournement de la participation à une épreuve statutaire

Art. 16. § 1^{er}. Le stagiaire qui, pour des raisons de santé ou pour des raisons graves et exceptionnelles, et pour autant que son cours de perfectionnement ne doive pas être interrompu à cause de ces raisons en application de l'article 13, se trouve dans l'impossibilité de se

b) het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef kan afleggen vooraleer zijn kandidatuur voor de graad van adjudant-major voor de eerste maal aan het bevorderingscomité zal worden voorgelegd;

3° de officier van niveau A de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor kan afleggen vooraleer zijn kandidatuur voor de graad van majoor voor de eerste maal aan het bevorderingscomité zal worden voorgelegd.

De beperkingen bedoeld in het derde lid, zijn evenwel niet van toepassing op de officieren en onderofficieren die uitstel hebben gekregen met toepassing van artikel 13.

Art. 13. Wanneer een aangeduide of aanvaarde militair zijn vorming of opleiding niet kan aanvangen of wanneer een stagiair deze moet onderbreken wegens ernstige gezondheidsredenen, wegens ernstige sociale redenen of dwingende dienstredenen die worden beoordeeld door de DGHR, wordt hij van rechtswege aangehecht aan de eerstvolgende gelijkaardige vervolmakingscursus die wordt georganiseerd nadat de oorzaak van de onderbreking een einde heeft genomen.

Wanneer het evenwel een vervolmakingscursus in een extern vormingsorganisme betreft, en wanneer het niet meer mogelijk is om de betrokken militair of stagiair aan te duiden om dezelfde vervolmakingscursus later te volgen, overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid, wordt de militair of de stagiair van rechtswege aangehecht aan een gelijkaardige vervolmakingscursus georganiseerd in een vormingsorganisme van Defensie nadat de oorzaak van de onderbreking een einde heeft genomen.

Art. 14. De militair of de stagiair die, zonder verzaakt te hebben, niet deelneemt aan de vervolmakingscursus waaraan hij werd aangehecht bij toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 10, 12 en 13, en geen uitstel krijgt, wordt beschouwd als definitief mislukt te zijn voor deze vervolmakingscursus en verliest, in voorkomend geval, van rechtswege de hoedanigheid van stagiair.

Onderafdeling 3. — De vrijstelling van de deelneming aan een statutaire proef en de gelijkwaardigheid van een voortgezette vorming gegeven in een extern vormingsorganisme

Art. 15. § 1. Voor een vervolmakingscursus georganiseerd binnen een instelling van Defensie kan de stagiair, op zijn verzoek, na advies van de officier verantwoordelijk voor de vorming van deze instelling, door de DGFmn vrijgesteld worden van de deelneming aan één of meerdere statutaire proeven van de cursusgedeeltes of van de modules van zijn vorming of van de opleiding van de voortgezette vorming, indien, naargelang het geval :

1° hij voordien geslaagd is voor de statutaire proeven van de cursusgedeeltes of van de modules waarvoor de vrijstellingen worden gevraagd;

2° hij voordien gelijkwaardige cursusgedeeltes of modules, met vrucht gevolgd heeft in een instelling van Defensie of in een extern vormingsorganisme.

De betrokken stagiair dient zijn verzoek tot vrijstelling in te dienen uiterlijk de vijfde werkdag volgend op de datum van de kennisgeving van het programma van de vorming bedoeld in artikel 8, tweede lid.

De beslissing inzake de toekenning van de vrijstelling moet, zo snel als mogelijk, ter kennis gebracht worden van de betrokken stagiair en uiterlijk binnen de drie weken volgend op de datum van aanvang van het cursusgedeelte of de module waarop de statutaire proeven betrekking hebben.

§ 2. Wanneer een stagiair vrijgesteld wordt van de deelneming aan een statutaire proef, beslist de DGFmn, voor zover de vroeger met succes genoten vorming en de kwotering al dan niet volkomen dezelfde waren :

1° de vroegere uitslag over te nemen, in voorkomend geval, mits een omrekening in functie van het puntentotaal van de kwotering in de huidige vorming of opleiding van de stagiair;

2° de vroegere uitslag niet aan te wenden en de puntentotalen van de stagiair te berekenen op grond van de uitslagen behaald in de resterende gedeelten van de vorming of de opleiding.

§ 3. De DGHR spreekt zich uit, na advies van de DGFmn, over de gelijkwaardigheid van het geheel of een deel van de voortgezette vorming, gegeven in een extern vormingsorganisme.

Onderafdeling 4. — Het uitstel van de deelneming aan een statutaire proef

Art. 16. § 1. De stagiair die, om gezondheidsredenen of om ernstige en uitzonderlijke redenen, en voor zover dat zijn vervolmakingscursus omwille van deze redenen niet onderbroken moet worden bij toepassing van artikel 13, in de onmogelijkheid verkeert zich aan te melden op

présenter à la date prévue à tout ou partie d'une épreuve statutaire, peut solliciter un ajournement, selon le cas, pour l'entièreté ou la partie de l'épreuve.

La demande d'ajournement est introduite dès la connaissance ou la survenance de l'empêchement. Toutefois, une demande d'ajournement introduite après la date de l'épreuve statutaire concernée, peut être déclarée recevable, si la non-participation est due à une absence pour des raisons médicales ou de force majeure.

L'officier responsable de la formation apprécie les raisons qui motivent l'ajournement.

§ 2. Le stagiaire auquel il a été accordé un ajournement, est convoqué à la première session de l'épreuve ajournée qui suit la date à laquelle la cause de l'ajournement a pris fin.

§ 3. Le stagiaire qui, sans avoir renoncé, ne participe pas à une épreuve statutaire et qui n'obtient pas un ajournement, est considéré comme n'ayant pas réussi cette épreuve.

Sous-section 5. — Du retrait de la qualité de stagiaire

Art. 17. § 1^{er}. L'officier responsable de la formation propose le retrait de la qualité de stagiaire lorsque le stagiaire :

1° renonce à poursuivre son cours de perfectionnement;

2° est considéré comme ayant définitivement échoué dans sa formation ou dans son cursus parce qu'il ne possède pas les compétences requises, selon les règles en vigueur sur le plan de l'appréciation de ces compétences;

3° ne répond plus aux exigences requises sur le plan médical pour poursuivre sa formation avec succès;

4° s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec la qualité de stagiaire ou avec l'état de militaire correspondant à sa catégorie de personnel.

La proposition motivée, fondée sur une ou plusieurs constatations visées à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, est notifiée au militaire concerné. Celui-ci peut déposer un mémoire justificatif au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la date de la notification de la proposition.

La proposition visée à l'alinéa 1^{er} et, le cas échéant, le mémoire justificatif sont transmis, selon le cas :

1° au DGHR qui prononce le retrait de la qualité de stagiaire, pour les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

2° à l'autorité, visée à l'article 9, §§ 1^{er} ou 2, qui, selon le cas, a agréé, admis ou désigné le stagiaire à suivre le cours de perfectionnement, et qui prononce le retrait de la qualité de stagiaire, pour les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

§ 2. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un stagiaire suivant un cours de perfectionnement dans un organisme de formation externe, les compétences de l'officier responsable de la formation visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont exercées par l'autorité désignée par le DGHR.

CHAPITRE 4. — DE LA FORMATION CONTINUEE DES OFFICIERS DE CARRIERE

Section 1^{re}. — De la formation de base d'état-major

Art. 18. § 1^{er}. La formation de base d'état-major comprend :

1° une partie commune constituée des modules suivants :

- a) le module "joint awareness" du domaine "opérations";
- b) le module "management et leadership" du domaine homonyme;
- c) le module "sécurité et Défense" du domaine homonyme;

2° une partie spécifique constituée du module "opérations propres à la composante" du domaine "opérations".

§ 2. Les deux parties du cours peuvent être étalées dans le temps. Toutefois, à moins que des raisons d'organisation nécessitent une dérogation, la partie spécifique est enseignée après la partie commune.

§ 3. Le stagiaire suit le module "opérations propres à la composante" correspondant à la force à laquelle il appartient.

Toutefois, le DGHR peut désigner un stagiaire pour suivre le module ou une partie de ce module qui correspond à une autre force.

de voorziene datum voor het geheel of een deel van een statutaire proef, kan, naargelang het geval, voor dit geheel of dit deel van de proef, een uitstel vragen.

De aanvraag tot uitstel wordt ingediend van zodra de verhindering gekend is of zich voordoet. Een aanvraag tot uitstel ingediend na de datum van de betrokken statutaire proef, kan evenwel ontvankelijk worden verklaard, indien de niet-deelname het gevolg is van een afwezigheid om gezondheidsredenen of van overmacht.

De officier verantwoordelijk voor de vorming oordeelt over de redenen die het uitstel rechtvaardigen.

§ 2. De stagiair aan wie een uitstel werd toegekend, wordt opgeroepen voor de eerste zitting van de uitgestelde proef volgend op de datum waarop de oorzaak van het uitstel vervalt.

§ 3. De stagiair die, zonder verzaakt te hebben, niet deelneemt aan een statutaire proef en die geen uitstel krijgt, wordt beschouwd als niet geslaagd te zijn voor deze proef.

Onderafdeling 5. — De ontneming van de hoedanigheid van stagiair

Art. 17. § 1. De officier verantwoordelijk voor de vorming stelt het ontnemen van de hoedanigheid van stagiair voor, wanneer de stagiair :

1° verzaakt aan de verderzetting van zijn vervolmakingscursus;

2° definitief mislukt in zijn vorming of opleiding bevonden wordt, omdat hij niet de vereiste competenties bezit overeenkomstig de van kracht zijnde regels aangaande de beoordeling van deze competenties;

3° niet meer voldoet aan de eisen die op medisch vlak gesteld worden om met goed gevolg zijn vorming verder te zetten;

4° zich aan ernstige, met de hoedanigheid van stagiair of met de staat van militair in overeenstemming met zijn personeelscategorie niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt.

Het gemotiveerde voorstel, gebaseerd op één of meer vaststellingen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, wordt aan de betrokken militair betekend. Deze kan een verweerschrift indienen uiterlijk de tiende werkdag volgend op de datum van de betekening van het voorstel.

Het in het eerste lid bedoelde voorstel en, in voorkomend geval, het verweerschrift worden overgemaakt, naargelang het geval :

1° aan de DGHR die de ontneming van de hoedanigheid van stagiair uitspreekt voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°;

2° aan de overheid, bedoeld in artikel 9, §§ 1 of 2, die de stagiair, naargelang het geval, aanvaard, toegelaten of aangeduid heeft voor het volgen van de vervolmakingscursus, en die de ontneming van de hoedanigheid van stagiair uitspreekt, voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°.

§ 2. Wanneer de betrokken stagiair evenwel een vervolmakingscursus volgt in een extern vormingsorganisme, worden de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde bevoegdheden van de officier verantwoordelijk voor de vorming uitgeoefend door de overheid aangeduid door de DGHR.

HOOFDSTUK 4. — DE VOORTGEZETTE VORMING VAN DE BEROEPSOFFICIEREN

Afdeling 1. — De basis stafvorming

Art. 18. § 1. De basis stafvorming bevat :

1° een gemeenschappelijk gedeelte dat uit de volgende modules bestaat :

- a) de module "joint awareness" van het domein "operaties";
- b) de module "management en leadership" van het gelijknamige domein;
- c) de module "veiligheid en Defensie" van het gelijknamige domein;

2° een specifiek gedeelte dat uit de module "operaties eigen aan de component" van het domein "operaties" bestaat.

§ 2. De twee cursusgedeelten kunnen gespreid worden in de tijd. Tenzij organisatorische redenen een afwijking noodzakelijk maken, wordt het specifieke gedeelte evenwel na het gemeenschappelijke gedeelte onderwezen.

§ 3. De stagiair volgt de module "operaties eigen aan de component" die overeenstemt met het krijgsmachtdeel waartoe hij behoort.

De DGHR kan evenwel een stagiair aanduiden om de module of een deel ervan te volgen, die overeenstemt met een ander krijgsmachtdeel.

Art. 19. La formation est suivie par tout officier de carrière avant qu'il soit revêtu du grade de capitaine.

Toutefois, la condition de grade visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pour :

1° l'officier de carrière appartenant à la filière de métiers "Techniques médicales";

2° l'officier de carrière de la filière de métiers "Emploi des systèmes d'arme aériens" qui, en application de l'article 77/1 de la loi, appartient à la catégorie du personnel navigant breveté de la force aérienne et qui, la veille de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 juillet 2007 relatif à l'organisation des filières de métiers et pôles de compétences, appartenait au corps du personnel navigant de la force aérienne;

3° l'officier de carrière issu du cadre auxiliaire;

4° l'officier de carrière issu de la carrière militaire à durée limitée.

Art. 20. § 1^{er}. Les tests suivants sont organisés :

1° au moins un test dans chaque domaine de la partie commune de la formation;

2° au moins un test dans la partie spécifique de la formation.

§ 2. A l'issue de chaque partie de la formation, une appréciation des compétences professionnelles est établie pour chaque stagiaire.

L'appréciation des compétences professionnelles pour la partie commune de la formation est fondée sur les résultats obtenus lors des tests visés au paragraphe 1^{er}, 1°.

L'appréciation des compétences professionnelles pour la partie spécifique de la formation est fondée sur les résultats obtenus lors du ou des tests visés au paragraphe 1^{er}, 2°.

Les résultats visés aux alinéas 2 et 3 sont fixés par les enseignants ayant enseigné les matières correspondantes.

§ 3. A l'issue de la formation de base d'état-major, l'officier responsable de la formation émet une appréciation globale des compétences professionnelles à l'égard de chaque stagiaire, sur la base des appréciations visées au paragraphe 2.

Pour l'appréciation globale des compétences professionnelles, l'ensemble des résultats pour la partie commune de la formation, visés au paragraphe 2, alinéa 2, et l'ensemble des résultats pour la partie spécifique de la formation, visés au paragraphe 2, alinéa 3, ont le même coefficient d'importance.

Art. 21. A suivi avec succès la formation de base d'état-major, le stagiaire qui a obtenu au moins cinquante pour cent pour chacune des appréciations des compétences professionnelles visées à l'article 20, § 2.

Art. 22. L'officier qui a échoué dans l'appréciation des compétences professionnelles, selon le cas, de la partie commune ou de la partie spécifique de la formation de base d'état-major, ne peut être autorisé par le DGHR à suivre qu'une seule fois à nouveau la partie de la formation dans laquelle il a échoué.

Section 2. — De la formation pour candidat officier supérieur

Art. 23. Il est organisé annuellement une formation pour candidat officier supérieur à l'ERM.

Art. 24. § 1^{er}. La formation pour candidat officier supérieur comprend :

1° une partie commune constituée des modules suivants :

a) le module "introduction aux opérations joint" du domaine "opérations";

b) le module "management général et leadership" du domaine "management et leadership";

c) le module "management des ressources humaines et des moyens" du domaine "management et leadership";

d) le module "sécurité et Défense" du domaine homonyme;

e) le module "droit des conflits armés" du domaine "sécurité et Défense";

2° une partie spécifique constituée des modules suivants :

a) le module "opérations joint" du domaine "opérations";

b) le module "opérations propres à la composante" du domaine "opérations".

Art. 19. De vorming wordt gevolgd door iedere beroepsofficier vóór hij met de graad van kapitein wordt bekleed.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarde omtrent de graad is evenwel niet toepasselijk op :

1° de beroepsofficier die tot de vakrichting "Medische technieken" behoort;

2° de beroepsofficier van de vakrichting "Inwerkingstelling van luchtwapensystemen" die, bij toepassing van artikel 77/1 van de wet, behoort tot de categorie van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht en die, de dag vóór de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 9 juli 2007 betreffende de organisatie van de vakrichtingen en competentiepools, tot het korps van het varend personeel van de luchtmacht behoorde;

3° de uit het hulpkader voortgekomen beroepsofficier;

4° de uit de militaire loopbaan van beperkte duur voortgekomen beroepsofficier.

Art. 20. § 1. De volgende tests worden georganiseerd :

1° ten minste één test in elk domein van het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming;

2° ten minste één test in het specifieke gedeelte van de vorming.

§ 2. Na afloop van ieder gedeelte van de vorming wordt een beoordeling van de professionele competenties opgesteld voor elke stagiair.

De beoordeling van de professionele competenties voor het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming berust op de uitslagen behaald bij de tests bedoeld in paragraaf 1, 1°.

De beoordeling van de professionele competenties voor het specifieke gedeelte van de vorming berust op de uitslagen behaald bij de tests bedoeld in paragraaf 1, 2°.

De in het tweede en derde lid bedoelde uitslagen worden bepaald door de lesgevers die de overeenstemmende leerstof hebben onderwezen.

§ 3. Na afloop van de basis stafvorming geeft de officier verantwoordelijk voor de vorming een globale beoordeling van de professionele competenties voor elke stagiair, op basis van de beoordelingen bedoeld in paragraaf 2.

Voor de globale beoordeling van de professionele competenties hebben voor het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming, bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, en het geheel van de uitslagen voor het specifieke gedeelte van de vorming, bedoeld in paragraaf 2, derde lid, dezelfde belangrijkecoëfficiënt.

Art. 21. Heeft de basis stafvorming met succes gevolgd de stagiair die ten minste vijftig procent heeft behaald voor elke beoordeling van de professionele competenties bedoeld in artikel 20, § 2.

Art. 22. De officier die voor de beoordeling van de professionele competenties, naargelang het geval, van het gemeenschappelijke gedeelte of van het specifieke gedeelte van de basis stafvorming mislukt is, kan van de DGHR de toestemming krijgen om het gedeelte van de vorming, waarvoor hij mislukt is, slechts één keer opnieuw te volgen.

Afdeling 2. — De vorming voor kandidaat hoofdofficier

Art. 23. Jaarlijks wordt een vorming voor kandidaat hoofdofficier georganiseerd in de KMS.

Art. 24. § 1. De vorming voor kandidaat hoofdofficier bevat :

1° een gemeenschappelijk gedeelte dat uit de volgende modules bestaat :

a) de module "inleiding tot de joint operaties" van het domein "operaties";

b) de module "algemeen management en leadership" van het domein "management en leadership";

c) de module "personeels- en middelenmanagement" van het domein "management en leadership";

d) de module "veiligheid en Defensie" van het gelijknamige domein;

e) de module "recht van de gewapende conflicten" van het domein "veiligheid en Defensie";

2° een specifiek gedeelte dat uit de volgende modules bestaat :

a) de module "joint-operaties" van het domein "operaties";

b) de module "operaties eigen aan de component" van het domein "operaties".

Le stagiaire suit le module "opérations propres à la composante" correspondant à la force à laquelle il appartient. Toutefois, le DGHR peut désigner un stagiaire pour suivre le module ou une partie de ce module qui correspond à une autre force.

§ 2. Les deux parties du cours peuvent être étalées dans le temps au sein de la même année de formation. Toutefois, à moins que des raisons d'organisation nécessitent une dérogation, la partie spécifique est enseignée après la partie commune.

§ 3. Tout ou partie de chaque partie du cours peut se terminer par une partie des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major.

Art. 25. § 1^{er}. La formation pour candidat officier supérieur est suivie par tout officier, satisfaisant aux conditions suivantes :

1° être officier de carrière du niveau A;

2° posséder, dans le grade de capitaine ou de capitaine-commandant, au moins l'ancienneté déterminée par le DGHR;

3° avoir suivi avec succès la formation de base d'état-major;

4° avoir satisfait aux dispositions relatives à la connaissance effective de la langue de l'autre régime linguistique pour l'avancement au grade de major visée à l'article 5 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, pour entrer en ligne de compte pour l'avancement au grade de major;

5° avoir réussi le test relatif à la connaissance de l'anglais visé à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière;

6° ne pas exercer un emploi dans un organisme ou dans un état-major international ou interallié, dans un organisme national à l'étranger, pour lequel un ajournement est accordé selon les dispositions visées à l'article 13.

Toutefois, la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'est pas applicable à l'officier de carrière du niveau B qui sera admis dans la catégorie des officiers de carrière du niveau A pendant la formation pour candidat officier supérieur.

§ 2. Le DGHR peut exclure un officier de la participation à la formation pour candidat officier supérieur, si cet officier s'est rendu coupable des faits graves incompatibles avec la qualité d'officier.

Le DGHR notifie sa décision à l'officier concerné. Celui-ci peut introduire un recours auprès du chef de la Défense au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la date de cette notification.

Le chef de la Défense notifie sa décision à l'officier concerné au plus tard le trentième jour qui suit la date de l'introduction du recours.

§ 3. En dérogation aux dispositions du paragraphe 1^{er}, le DGHR peut autoriser un officier, à sa demande, à ne suivre que la partie commune de la formation visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, lorsque cet officier remplit au moins une des conditions suivantes :

1° posséder un diplôme supplémentaire de l'enseignement académique continué du deuxième cycle, obtenu dans un organisme de formation externe;

2° être officier appartenant à la filière de métiers "Techniques médicales".

Art. 26. A suivi avec succès la formation pour candidat officier supérieur, le stagiaire qui :

1° a régulièrement suivi l'ensemble des modules de la partie commune de la formation, visé à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

2° le cas échéant, a régulièrement suivi l'ensemble des modules de la partie spécifique de la formation, visé à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;

3° a réussi les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade major selon les critères visés à l'article 32.

Art. 27. A l'issue de la formation pour candidat officier supérieur, il est établi pour chaque stagiaire :

1° une appréciation finale, constituée de l'appréciation des compétences visées à l'article 8, alinéa 2, 2°, établie par le commandant de l'ERM;

2° une estimation du potentiel selon les dispositions réglementaires relatives à l'estimation du potentiel des militaires.

De stagiair volgt de module "operaties eigen aan de component" die overeenstemt met het krijgsmachtdeel waartoe hij behoort. De DGHR kan evenwel een stagiair aanduiden om de module of een deel ervan te volgen, die overeenstemt met een ander krijgsmachtdeel.

§ 2. De twee cursusgedeelten kunnen binnen hetzelfde vormingsjaar gespreid worden in de tijd. Tenzij organisatorische redenen een afwijking noodzakelijk maakt, wordt het specifieke gedeelte evenwel na het gemeenschappelijke gedeelte onderwezen.

§ 3. Het geheel of een deel van ieder cursusgedeelte kan met een gedeelte van de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor worden beëindigd.

Art. 25. § 1. De vorming voor kandidaat hoofdofficier wordt gevolgd door iedere officier, die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° beroepsofficier van niveau A zijn;

2° minstens de anciënniteit in de graad van kapitein of kapitein-commandant bezitten die door de DGHR vastgesteld wordt;

3° de basis stafvorming met succes gevolgd hebben;

4° voldaan hebben aan de bepalingen inzake de wezenlijke kennis van het andere taalstelsel voor de bevordering tot de graad van majoor bedoeld in artikel 5 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, om in aanmerking te komen voor de bevordering tot de graad van majoor;

5° geslaagd zijn voor de test betreffende de kennis van het Engels bedoeld in artikel 5, § 3, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren;

6° niet een ambt in een internationale of intergeallieerde instelling of staf, in een nationale instelling in het buitenland uitoefenen, waarvoor een uitstel wordt toegekend volgens de bepalingen bedoeld in artikel 13.

De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1°, is evenwel niet van toepassing op de beroepsofficier van niveau B die tijdens de vorming voor kandidaat hoofdofficier in de categorie van de beroepsofficieren van niveau A zal worden opgenomen.

§ 2. De DGHR kan een officier van deelname aan de vorming voor kandidaat hoofdofficier uitsluiten, indien deze officier zich aan ernstige, met de hoedanigheid van officier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt.

De DGHR betekent zijn beslissing aan de betrokken officier. Deze laatste kan een beroep aantekenen bij de chef Defensie uiterlijk de tiende werkdag volgend op de datum van deze kennisgeving.

De chef Defensie betekent zijn beslissing aan de betrokken officier uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van de aantekening van het beroep.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, kan de DGHR een officier, op zijn verzoek, toestaan om enkel het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 1°, te volgen, indien deze officier minstens één van de volgende voorwaarden vervult :

1° bezitten van een bijkomend diploma van het voortgezet academisch onderwijs van de tweede cyclus, behaald in een extern vormingsorganisme;

2° officier zijn die tot de vakrichting "Medische technieken" behoort.

Art. 26. Heeft de vorming voor kandidaat hoofdofficier met succes gevolgd, de stagiair die :

1° het geheel van de modules van het gemeenschappelijk gedeelte van de vorming, bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 1°, op regelmatige wijze gevolgd heeft;

2° in voorkomend geval, het geheel van de modules van het specifieke gedeelte van de vorming, bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 2°, op regelmatige wijze gevolgd heeft;

3° geslaagd is in zijn beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor volgens de criteria bedoeld in artikel 32.

Art. 27. Na afloop van de vorming voor kandidaat hoofdofficier wordt voor elke stagiair opgesteld :

1° een eindbeoordeling, samengesteld uit de beoordeling van zijn competenties bedoeld in artikel 8, tweede lid, 2°, opgesteld door de commandant van de KMS;

2° een potentieelinschatting volgens de reglementaire bepalingen betreffende de potentieelinschatting van de militairen.

Section 3. — Des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major

Sous-section 1^{re}. — Du programme et des règles d'organisation et de participation aux épreuves professionnelles

Art. 28. § 1^{er}. Dans le cadre de chaque formation pour candidat officier supérieur, il est organisé une session d'épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, destinée aux stagiaires de cette formation.

Les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major comportent :

1° une épreuve professionnelle commune qui se compose de tests et examens finaux, portant sur les matières enseignées à la partie commune de la formation pour candidat officier supérieur visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;

2° une épreuve professionnelle spécifique qui, selon le cas, se compose de :

a) tests et examens finaux, portant sur les matières enseignées à la partie spécifique de la formation pour candidat officier supérieur visée à l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°;

b) la rédaction et la défense orale d'une thèse.

Les questions des tests et des examens finaux, portant sur les matières enseignées à la partie commune ou à la partie spécifique de la formation pour candidat officier supérieur, sont rédigées par les enseignants ayant enseigné ces matières, sous la direction de l'officier responsable de la formation.

§ 2. L'épreuve professionnelle commune visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, comporte :

1° au moins un test par module du domaine "management et leadership";

2° un examen final écrit portant sur les matières enseignées dans le module "introduction aux opérations joint";

3° un examen final écrit et oral portant sur les matières enseignées dans le module "management des ressources humaines et des moyens" du domaine "management et leadership";

4° un examen final écrit portant sur les matières enseignées dans le domaine "sécurité et Défense".

Cette épreuve professionnelle commune est présentée par tous les stagiaires de la formation pour candidat officier supérieur.

§ 3. L'épreuve professionnelle spécifique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, a), comporte :

1° au moins deux tests portant sur les matières enseignées dans le module "opérations propres à la composante";

2° un examen final écrit et oral portant sur les matières enseignées dans les modules "opérations propres à la composante" et "opérations joint".

Cette épreuve professionnelle spécifique est présentée par les stagiaires désignés pour suivre la totalité de la formation pour candidat officier supérieur.

§ 4. La thèse de l'épreuve professionnelle spécifique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, b), comprend un sujet scientifique, scientifico-militaire ou particulier, en rapport avec la spécialité de l'officier concerné, approuvé par le DGHR.

Cette épreuve professionnelle spécifique est présentée par les stagiaires seulement désignés pour suivre la partie commune de la formation pour candidat officier supérieur.

En dérogation à l'alinéa 2, l'officier porteur d'un doctorat, ne présente que l'épreuve professionnelle commune visée au paragraphe 2.

§ 5. L'officier responsable de la formation est responsable des modalités pratiques d'organisation des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major.

Art. 29. § 1^{er}. Il est institué :

1° un jury chargé de l'appréciation de l'examen visé à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 3°;

2° des jurys chargés de l'appréciation de l'examen visé à l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, 2°;

3° un jury chargé de l'appréciation de la thèse visée à l'article 28, § 4.

Chaque jury visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est exclusivement composé de membres appartenant à la même force que le stagiaire évalué.

Afdeling 3. — De beroepsproeven

voor de bevordering tot de graad van majoor

Onderafdeling 1. — Het programma en de regels voor de organisatie en de deelneming aan de beroepsproeven

Art. 28. § 1. In het kader van elke vorming voor kandidaat hoofdofficier wordt, voor de stagiairs van deze vorming, een zittijd van beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor georganiseerd.

De beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor bevatten :

1° een gemeenschappelijke beroepsproef die bestaat uit tests en eindexamens betreffende de onderwezen stof gedurende het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming voor kandidaat hoofdofficier bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 1°;

2° een specifieke beroepsproef die, naargelang het geval, bestaat uit :

a) tests en eindexamens betreffende de onderwezen stof gedurende het specifieke gedeelte van de vorming voor kandidaat hoofdofficier bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, 2°;

b) het opstellen en het mondeling verdedigen van een proefschrift.

De vragen van de tests en eindexamens betreffende de onderwezen stof gedurende het gemeenschappelijke of het specifieke gedeelte van de vorming voor kandidaat hoofdofficier worden onder de leiding van de officier verantwoordelijk voor de vorming, opgesteld door de lesgevers die deze stof onderwezen hebben.

§ 2. De gemeenschappelijke beroepsproef bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1°, bevat :

1° ten minste één test per module van het domein "management en leadership";

2° een schriftelijk eindexamen betreffende de in de module "inleiding tot joint operaties" onderwezen stof;

3° een schriftelijk en mondeling eindexamen betreffende de in de module "personeels- en middelenmanagement" van het domein "management en leadership" onderwezen stof;

4° een schriftelijk eindexamen betreffende de in het domein "veiligheid en Defensie" onderwezen stof.

Deze gemeenschappelijke beroepsproef wordt afgelegd door alle stagiairs van de vorming voor kandidaat hoofdofficier.

§ 3. De specifieke beroepsproef bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, a), bevat :

1° ten minste twee tests betreffende de in de module "operaties eigen aan de component" onderwezen stof;

2° een schriftelijk en mondeling eindexamen betreffende de in de modules "operaties eigen aan de component" en "joint operaties" onderwezen stof.

Deze specifieke beroepsproef wordt afgelegd door de stagiairs aangeduid voor het volgen van de hele vorming voor kandidaat hoofdofficier.

§ 4. Het proefschrift van de specifieke beroepsproef bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, b), behelst een wetenschappelijk, militair-wetenschappelijk of bijzonder onderwerp, in verband met de specialiteit van de betrokken officier, dat goedgekeurd is door de DGHR.

Deze specifieke beroepsproef wordt afgelegd door de stagiairs, die enkel aangeduid werden voor het volgen van het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming voor kandidaat hoofdofficier.

In afwijking van het tweede lid legt de officier houder van een doctoraat, enkel de gemeenschappelijke beroepsproef bedoeld in paragraaf 2 af.

§ 5. De officier verantwoordelijk voor de vorming is verantwoordelijk voor de praktische modaliteiten inzake de organisatie van de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor.

Art. 29. § 1. Er wordt opgericht :

1° een examencommissie belast met de beoordeling van het examen bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 3°;

2° examencommissies belast met de beoordeling van het examen bedoeld in artikel 28, § 3, eerste lid, 2°;

3° een examencommissie belast met de beoordeling van het proefschrift bedoeld in artikel 28, § 4.

Elke in het eerste lid, 2°, bedoelde examencommissie is uitsluitend samengesteld uit leden die tot hetzelfde krijgsmachtdeel behoren als de geëvalueerde stagiair.

§ 2. Chaque jury est composé :

1° d'un président, officier revêtu au moins du grade de colonel, n'appartenant pas à l'ERM et désigné par le DGHR;

2° d'un membre, officier supérieur n'appartenant pas à l'ERM, désigné par le DGHR;

3° de deux autres membres, officiers supérieurs appartenant à l'ERM, désignés par le commandant de l'ERM. En l'absence d'un officier supérieur de cette école, le DGHR désigne un officier supérieur remplaçant n'appartenant pas à cette école.

Le DGHR informe le commandant de l'ERM de ces désignations.

§ 3. Chaque jury visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, est assisté par un ou plusieurs conseillers appartenant à l'ERM et désignés par le commandant de l'ERM.

Le jury visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, est assisté par un ou plusieurs conseillers n'appartenant pas à l'ERM et, désignés par le DGHR, en fonction du sujet de la thèse.

En dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, pour l'évaluation de la thèse visée à l'article 28, § 4, d'un officier répétiteur de l'ERM, les conseillers du jury sont le directeur de l'enseignement académique de cette école ou son délégué, et un professeur de cette école désigné par le commandant de celle-ci.

Les conseillers peuvent participer à toutes les activités du jury, mais ils n'ont pas de voix délibérative.

§ 4. Toutes les copies d'une même partie écrite doivent être individuellement corrigées par le ou les mêmes membres du jury.

La décision du jury relative au résultat obtenu par le stagiaire pour, selon le cas, l'examen concerné ou la thèse visée à l'article 28, § 4, est prise à la majorité des voix. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 30. Les résultats des épreuves visées à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, et § 3, alinéa 1^{er}, 1°, sont fixés par les enseignants ayant enseigné les matières correspondantes.

Sous-section 2. — Des conditions de réussite des épreuves professionnelles

Art. 31. Les coefficients d'importance de l'ensemble des tests visés à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, et de l'examen visé à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, sont respectivement de soixante pour cent et de quarante pour cent.

Les coefficients d'importance de l'ensemble des tests visés à l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, et de l'ensemble des examens visés à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et à l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, sont respectivement de soixante pour cent et de quarante pour cent.

Les coefficients d'importance des examens visés à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et à l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, sont respectivement de dix pour cent et de nonante pour cent.

Les coefficients d'importance de l'examen visé à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, et de la thèse visée à l'article 28, § 4, sont respectivement de vingt pour cent et de quatre-vingt pour cent.

Art. 32. A réussi les épreuves professionnelles :

1° le stagiaire visé à l'article 28, § 3, alinéa 2, qui a obtenu :

a) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "sécurité et Défense";

b) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "management et leadership";

c) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "opérations";

d) le cas échéant, lorsque plus d'un test est prévu dans un domaine mentionné au 1°, a) à c), une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des tests dans chacun de ces domaines;

§ 2. Elke examencommissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, officier ten minste met de graad van kolonel bekleed, die niet tot de KMS behoort en door de DGHR aangewezen wordt;

2° een lid, hoofdofficier, die niet tot de KMS behoort en door de DGHR aangewezen wordt;

3° twee andere leden, hoofdofficieren, die tot de KMS behoren en door de commandant van de KMS aangewezen worden. Bij gebrek aan een hoofdofficier van deze school wijst de DGHR een plaatsvervangende hoofdofficier aan die niet tot deze school behoort.

De DGHR informeert de commandant van de KMS over deze aanduidingen.

§ 3. Elke examencommissie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, wordt bijgestaan door één of meerdere raadgevers, die tot de KMS behoren en door de commandant van de KMS aangewezen worden.

De examencommissie bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 3°, wordt bijgestaan door één of meerdere raadgevers, niet behorende tot de KMS en, aangewezen door de DGHR, in functie van het onderwerp van het proefschrift.

In afwijking van het tweede lid, voor de beoordeling van het in artikel 28, § 4, bedoelde proefschrift van een officier-repetitor van de KMS, zijn de raadgevers van de examencommissie de directeur van het academisch onderwijs van deze school of zijn gemachtigde, en een professor van deze school, aangewezen door haar commandant.

De raadgevers kunnen deelnemen aan alle werkzaamheden van de examencommissie, maar ze zijn niet stemgerechtigd.

§ 4. Alle exemplaren van eenzelfde schriftelijk gedeelte moeten door hetzelfde lid of dezelfde leden van de examencommissie individueel gecorrigeerd worden.

De beslissing van de examencommissie inzake de uitslag behaald door de stagiair voor, naargelang het geval, het betrokken examen of het proefschrift, bedoeld in artikel 28, § 4, wordt genomen met meerderheid van stemmen. In geval van gelijkheid van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 30. De uitslagen van de proeven bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 1°, 2° en 4°, en § 3, eerste lid, 1°, worden bepaald door de lesgevers die de overeenstemmende materies onderwezen hebben.

Onderafdeling 2. — De voorwaarden tot slagen van de beroepsproeven

Art. 31. De belangrijkheidscoëfficiënten van het geheel van de tests bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 1°, en het examen bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 3°, zijn respectievelijk zestig procent en veertig procent.

De belangrijkheidscoëfficiënten van het geheel van de tests bedoeld in artikel 28, § 3, eerste lid, 1°, en het geheel van de examens bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°, en in artikel 28, § 3, eerste lid, 2°, zijn respectievelijk zestig procent en veertig procent.

De belangrijkheidscoëfficiënten van de examens bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°, en in artikel 28, § 3, eerste lid, 2°, zijn respectievelijk tien procent en negentig procent.

De belangrijkheidscoëfficiënten van het examen bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°, en het proefschrift bedoeld in artikel 28, § 4, zijn respectievelijk twintig procent en tachtig procent.

Art. 32. Is voor de beroepsproeven geslaagd :

1° de stagiair bedoeld in artikel 28, § 3, tweede lid, die heeft behaald :

a) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "veiligheid en Defensie";

b) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "management en leadership";

c) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "operaties";

d) in voorkomend geval, wanneer meer dan één test in een domein vermeld in 1°, a) tot c) werd voorzien, een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de tests in elk van deze domeinen;

e) une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des examens finaux du domaine "management et leadership";

f) une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des examens finaux du domaine "opérations";

2° le stagiaire visé à l'article 28, § 4, alinéa 2, qui a obtenu :

a) une note d'au moins cinquante pour cent pour la thèse visée à l'article 28, § 4;

b) une note globale d'au moins cinquante pour cent sur l'ensemble constitué des épreuves suivantes :

i) l'examen final écrit dans le module "introduction aux opérations joint" du domaine "opérations" visé à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, 2°;

ii) la thèse visée à l'article 28, § 4;

c) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "management et leadership";

d) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "sécurité et Défense";

e) le cas échéant, lorsque plus d'un test est prévu dans un domaine mentionné au 2°, b) à d), une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des tests dans chacun de ces domaines;

f) une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des examens finaux du domaine "management et leadership";

g) une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'examen final écrit du module "introduction aux opérations joint";

3° le stagiaire visé à l'article 28, § 4, alinéa 3, qui a obtenu :

a) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "sécurité et Défense";

b) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux du domaine "management et leadership";

c) une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests et examens finaux dans le module "introduction aux opérations joint" du domaine "opérations";

d) le cas échéant, lorsque plus d'un test est prévu dans un domaine mentionné au 3°, a) à c), une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des tests dans chacun de ces domaines;

e) une note globale d'au moins quarante pour cent pour l'ensemble des examens finaux du domaine "management et leadership".

e) een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de eindexamens in het domein "management en leadership";

f) een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de eindexamens in het domein "operaties";

2° de stagiair bedoeld in artikel 28, § 4, tweede lid, die heeft behaald :

a) een cijfer van ten minste vijftig procent voor het proefschrift bedoeld in artikel 28, § 4;

b) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent op het geheel gevormd door de volgende proeven :

i) het schriftelijk eindexamen in de module "inleiding tot joint operaties" van het domein "operaties" bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, 2°;

ii) het proefschrift bedoeld in artikel 28, § 4;

c) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "management en leadership";

d) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "veiligheid en Defensie";

e) in voorkomend geval, wanneer meer dan één test in een domein vermeld in 2°, b) tot d) werd voorzien, een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de tests in elk van deze domeinen;

f) een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de eindexamens in het domein "management en leadership";

g) een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het schriftelijk eindexamen in de module "inleiding tot joint operaties";

3° de stagiair bedoeld in artikel 28, § 4, derde lid, die heeft behaald :

a) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "veiligheid en Defensie";

b) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in het domein "management en leadership";

c) een globaal cijfer van ten minste vijftig procent voor het geheel van de tests en eindexamens in de module "inleiding tot joint operaties" van het domein "operaties";

d) in voorkomend geval, wanneer meer dan één test in een domein vermeld in 3°, a) tot c) werd voorzien, een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de tests in elk van deze domeinen;

e) een globaal cijfer van ten minste veertig procent voor het geheel van de eindexamens in het domein "management en leadership".

Art. 33. Lorsque le stagiaire n'a pas satisfait aux critères de réussite visés à l'article 32 ou lorsqu'il n'a pas participé à un test ou à un examen final, ou n'a pas introduit ou défendu sa thèse, sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour officiers visée à l'article 72, § 1^{er}, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

L'officier qui a obtenu la permission de représenter les examens visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, la thèse, peut les représenter dans les trois mois suivant la notification de la décision de la commission de délibération, à la date fixée par le président du jury concerné, sans qu'il lui soit encore donné des cours complémentaires.

Section 4. — Des cursus supérieurs

Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes

Art. 34. § 1^{er}. En fonction des besoins des forces armées, il peut être organisé annuellement les cursus supérieurs suivants :

1° le cursus supérieur d'état-major afin de développer chez le stagiaire les compétences requises dans les domaines "opérations", "management et leadership" et "sécurité et Défense";

2° le cursus supérieur d'administrateur militaire afin de développer chez le stagiaire les compétences requises dans les domaines "budget et finances - marchés publics", "droit - statuts", "management public", "management et leadership" et "sécurité et Défense".

§ 2. Les cursus supérieurs visés au paragraphe 1^{er} sont enseignés à l'ERM et s'étendent sur une année académique.

§ 3. En fonction des besoins des forces armées, le ministre peut désigner un officier satisfaisant aux conditions visées à l'article 35 afin de suivre un cursus dans une institution militaire étrangère.

Le cursus visé à l'alinéa 1^{er} doit avoir été reconnu comme un cursus d'un niveau au moins équivalent, selon le cas, au cursus supérieur visé au paragraphe 1^{er}, 1° ou 2°.

Art. 35. § 1^{er}. Le major ou le lieutenant-colonel qui satisfait aux conditions suivantes peut poser sa candidature pour suivre un cursus supérieur :

1° ne pas être définitivement dépassé à l'avancement;

2° pendant une période de dix années consécutives, ne pas avoir posé sa candidature plus de cinq fois pour un cursus supérieur ou les deux en même temps;

3° ne pas être détenteur d'un des brevets suivants :

a) brevet supérieur d'état-major;

b) brevet d'administrateur militaire ou brevet supérieur d'administrateur militaire;

c) brevet d'ingénieur du matériel militaire;

4° avoir réussi les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, présentées dans la qualité de stagiaire désigné pour suivre la totalité de la formation pour candidat officier supérieur;

5° ne pas avoir renoncé définitivement lors d'un cursus supérieur antérieur conformément à l'article 11, ou ne pas avoir suivi, dans une institution militaire étrangère, un cursus d'un niveau au moins équivalent à un cursus supérieur visé à l'article 34, § 1^{er};

6° avoir réussi le test relatif à la connaissance de l'anglais visé à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière.

Peut également poser sa candidature pour suivre un cursus supérieur, le capitaine-commandant qui satisfait aux conditions suivantes :

1° posséder, dans le grade de capitaine-commandant, l'ancienneté requise, déterminée par le DGHR;

2° satisfaire aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6°.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, le capitaine-commandant, le major ou le lieutenant-colonel qui, dans une qualité de stagiaire visée à l'article 28, § 4, alinéa 2 ou 3, a réussi ses épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major et qui a obtenu, dans un organisme de formation externe, un master supplémentaire après un cursus, dont tout ou partie des matières est équivalent aux matières enseignées dans un ou plusieurs des domaines du cursus supérieur d'administrateur militaire visé à l'article 43, peut également poser sa candidature pour

Art. 33. Wanneer de stagiair niet aan de in artikel 32 bedoelde criteria tot slagen heeft voldaan of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan een test of aan een eindexamen heeft deelgenomen, of zijn proefschrift niet heeft ingediend of verdedigd, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor officieren bedoeld in artikel 72, § 1, voorgelegd, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

De officier die de toestemming bekomt om de examens bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, en, in voorkomend geval, het proefschrift opnieuw af te leggen, kan deze afleggen binnen de drie maanden na de betekening van de beslissing van de deliberatiecommissie, op de datum bepaald door de voorzitter van de betrokken examencommissie, zonder dat hem vooraf nog bijkomende cursussen worden gegeven.

Afdeling 4. — De hogere opleidingen

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 34. § 1. Naargelang de behoeften van de krijgsmacht kunnen jaarlijks de volgende hogere opleidingen georganiseerd worden :

1° de hogere stafopleiding met als doel bij de stagiair de vereiste competenties te ontwikkelen in de domeinen "operaties", "management en leadership" en "veiligheid en Defensie";

2° de hogere opleiding voor militair administrateur met als doel bij de stagiair de vereiste competenties te ontwikkelen in de domeinen "begroting en financiën - overheidsopdrachten", "recht - statuten", "overheidsmanagement", "management en leadership" en "veiligheid en Defensie".

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde hogere opleidingen worden onderwezen in de KMS en lopen over een academiejaar.

§ 3. Naargelang de behoeften van de krijgsmacht kan de minister een officier die aan de in artikel 35 bedoelde voorwaarden voldoet, aanduiden om een opleiding te volgen in een buitenlandse militaire instelling.

De in het eerste lid bedoelde opleiding moet erkend zijn geweest als een opleiding van een ten minste gelijkwaardig niveau met, naargelang het geval, de hogere opleiding bedoeld in paragraaf 1, 1° of 2°.

Art. 35. § 1. De majoor of de luitenant-kolonel die aan de volgende voorwaarden voldoet, kan zijn kandidatuur indienen om een hogere opleiding te volgen :

1° niet definitief bij de bevordering zijn voorbijgegaan;

2° tijdens een periode van tien opeenvolgende jaren, niet meer dan vijf maal zijn kandidatuur voor één of beide hogere opleidingen tegelijkertijd gesteld hebben;

3° geen houder zijn van één van de volgende brevetten :

a) hogere stafbrevet;

b) brevet van militair administrateur of hogere brevet van militair administrateur;

c) brevet van ingenieur van het militair materieel;

4° geslaagd zijn in de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor, afgelegd in de hoedanigheid van stagiair aangeduid voor het volgen van de hele vorming voor kandidaat hoofdofficier;

5° niet definitief verzaakt hebben tijdens een vroegere hogere opleiding overeenkomstig artikel 11, of geen opleiding van een ten minste gelijkwaardig niveau met een hogere opleiding bedoeld in artikel 34, § 1, gevolgd hebben in een buitenlandse militaire instelling;

6° geslaagd zijn voor de test betreffende de kennis van het Engels bedoeld in artikel 5, § 3, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren.

Kan eveneens zijn kandidatuur indienen om een hogere opleiding te volgen, de kapitein-commandant die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° in de graad van kapitein-commandant, de vereiste anciënniteit, vastgesteld door de DGHR, bezitten;

2° voldoen aan de voorwaarden bepaald in het eerste lid, 1° tot 6°.

In afwijking van het eerste lid, 4°, kan de kapitein-commandant, majoor of luitenant-kolonel die in een hoedanigheid van stagiair bedoeld in artikel 28, § 4, tweede of derde lid, geslaagd is in zijn beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor en die, in een extern vormingsorganisme, een bijkomende master heeft behaald na een opleiding, waarvan het geheel of een deel van de leerstof gelijkwaardig is met de leerstof onderwezen in één of meerdere domeinen van de hogere opleiding voor militair administrateur

suivre le cursus supérieur d'administrateur militaire.

La période de dix années visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, débute :

1^o pour le major ou le lieutenant-colonel, l'année au cours de laquelle l'officier supérieur concerné a été recommandé favorablement au grade de major par le comité d'avancement;

2^o pour le capitaine-commandant, l'année au cours de laquelle il pose sa candidature pour suivre un cursus supérieur.

Un officier ne peut plus poser sa candidature au terme de cette période de dix ans.

§ 2. Un officier peut poser sa candidature pour un ou plusieurs cursus supérieurs. Dans ce dernier cas, il précise sa préférence.

En posant sa candidature pour un cursus supérieur, organisé à l'ERM, il mentionne la langue, le néerlandais ou le français, dans laquelle il souhaite suivre ce cursus.

§ 3. En matière de connaissance exigée de la langue dans laquelle le cursus sera enseigné, le DGHR peut fixer une compétence linguistique spécifique pour les officiers qui ont introduit une candidature pour un cursus supérieur à l'étranger.

La candidature de l'officier pour suivre le cursus supérieur dans une autre langue que celle du régime linguistique auquel il appartient, est retirée d'office par le DGHR, si l'officier concerné visé à l'alinéa 1^{er}, n'a pas satisfait à la compétence linguistique exigée.

Art. 36. § 1^{er}. En fonction des besoins des forces armées et sur la proposition du chef de la Défense, le ministre détermine le nombre d'officiers qui peuvent être agréés en qualité de stagiaire pour chaque cursus supérieur.

Un officier ajourné conformément aux dispositions de l'article 12 ou rattaché conformément aux dispositions de l'article 13 n'est pas comptabilisé dans le nombre d'officiers visé à l'alinéa 1^{er} pour le cursus supérieur auquel il est rattaché.

§ 2. L'ouverture des places est portée à la connaissance des candidats potentiels.

Art. 37. § 1^{er}. Les conditions pour pouvoir être agréé par le ministre en qualité de stagiaire pour suivre un cursus supérieur, sont les suivantes :

- 1^o avoir posé sa candidature;
- 2^o être inscrit sur une liste des officiers proposés établie par le DGHR.

§ 2. Le DGHR établit cette liste en tenant compte :

- 1^o des résultats obtenus à la fin de la formation de base d'état-major et de la formation pour candidat officier supérieur;
- 2^o de l'estimation du potentiel valide du stagiaire;
- 3^o du résultat obtenu lors des épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major;
- 4^o des qualités professionnelles et du rendement dans les fonctions exercées en tant qu'officier;
- 5^o des appréciations de son aptitude physique et médicale;
- 6^o des besoins en fonctions à remplir au sein de l'organisation.

§ 3. Le DGHR transmet au chef de la Défense la liste visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, ainsi qu'une liste de tous les officiers qui ont posé leur candidature et qui ne sont pas proposés.

Le chef de la Défense transmet au ministre ces listes, éventuellement accompagnées de son avis.

§ 4. Il est donné notification de la liste visée au paragraphe 1^{er}, 2^o, à chaque officier qui a posé sa candidature.

Le candidat qui satisfait aux conditions fixées à l'article 35, § 1^{er}, et qui n'est pas repris sur cette liste, peut introduire un recours auprès du ministre dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de cette liste.

§ 5. Le ministre agrée ou refuse les candidatures au plus tard quatre mois avant le début du cours.

Le refus de l'agrément par le ministre est définitif. La décision est notifiée à l'officier intéressé.

bedoeld in artikel 43, eveneens zijn kandidatuur indienen om de hogere opleiding voor militair administrateur te volgen.

De periode van tien jaar bedoeld in het eerste lid, 2^o, vangt aan :

1^o voor de majoor of de luitenant-kolonel, in het jaar waarin de betrokken hoofdofficier door het bevorderingscomité gunstig aanbevolen werd tot de graad van majoor;

2^o voor de kapitein-commandant, in het jaar waarin hij zijn kandidatuur stelt om een hogere cursus te volgen.

Na deze periode van tien jaar mag een officier zijn kandidatuur niet meer indienen.

§ 2. Een officier kan zijn kandidatuur indienen voor één of meerdere hogere opleidingen. In dit laatste geval, drukt hij zijn voorkeur uit.

Bij het indienen van zijn kandidatuur voor een hogere opleiding, georganiseerd in de KMS, preciseert hij in welke taal, het Nederlands of het Frans, hij deze opleiding wenst te volgen.

§ 3. Betreffende de vereiste kennis van de taal waarin de opleiding zal worden onderwezen, kan de DGHR een specifieke taalcompetentie bepalen voor de officieren die hun kandidatuur ingediend hebben voor een hogere opleiding in het buitenland.

De kandidatuur van de officier voor het volgen van de hogere opleiding in een andere taal dan deze van het taalstelsel waartoe hij behoort, kan van ambtswege door de DGHR worden ingetrokken, indien de betrokken officier bedoeld in het eerste lid, niet aan de vereiste taalcompetentie voldoet.

Art. 36. § 1. De minister bepaalt, naargelang de behoeften van de krijgsmacht en op voorstel van de chef Defensie, het aantal officieren die kunnen worden aanvaard in de hoedanigheid van stagiair voor elke hogere opleiding.

Een officier die een uitstel bekomen heeft, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, of die aangehecht werd, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, wordt niet meegeteld in het aantal officieren, bedoeld in het eerste lid, voor de hogere opleiding waaraan hij aangehecht wordt.

§ 2. Het openstellen van de plaatsen wordt ter kennis gebracht van de potentiële kandidaten.

Art. 37. § 1. De voorwaarden om door de minister te kunnen worden aanvaard in de hoedanigheid van stagiair voor het volgen van een hogere opleiding, zijn de volgende :

- 1^o zijn kandidatuur ingediend hebben;
- 2^o ingeschreven zijn op de lijst van de voorgedragen officieren opgesteld door de DGHR.

§ 2. De DGHR stelt deze lijst op, rekening houdend met :

- 1^o de uitslagen behaald op het einde van de basis stafvorming en van de vorming voor kandidaat hoofdofficier;
- 2^o de geldige potentieelinschatting;
- 3^o het resultaat behaald bij de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor;
- 4^o de professionele competenties en het rendement in de als officier uitgeoefende functies;
- 5^o de beoordelingen van zijn fysieke en medische geschiktheid;
- 6^o de behoeften aan in te vullen functies binnen de organisatie.

§ 3. De DGHR maakt de in paragraaf 1, 2^o, bedoelde lijst, alsook de lijst van alle officieren die hun kandidatuur gesteld hebben en die niet voorgedragen worden, over aan de chef Defensie.

De chef Defensie maakt deze lijsten, eventueel vergezeld met zijn advies, over aan de minister.

§ 4. De in paragraaf 1, 2^o, bedoelde lijst wordt betekend aan elke officier die zijn kandidatuur heeft ingediend.

De kandidaat die aan de in artikel 35, § 1, bepaalde voorwaarden voldoet en die niet op deze lijst is opgenomen, kan bij de minister een beroep aantekenen binnen de tien werkdagen die volgen op de kennisgeving van deze lijst.

§ 5. De minister aanvaardt of weigert de candidaturen ten laatste vier maanden vóór het begin van de cursus.

De weigering van de aanvaarding door de minister is definitief. De beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokken officier.

Sous-section 2. — Du cursus supérieur d'état-major et du brevet supérieur d'état-major

Art. 38. Le cursus supérieur d'état-major comprend les modules suivants :

- 1° le module "opérations joint" du domaine "opérations";
- 2° le module "opérations propres à la composante" du domaine "opérations";
- 3° le module "management et leadership" du domaine homonyme;
- 4° le module "sécurité et Défense" du domaine homonyme;
- 5° le module "voyages d'études et visites".

Le stagiaire suit le module "opérations propres à la composante" correspondant à la force à laquelle il appartient. Toutefois, le DGHR peut désigner un stagiaire pour suivre le module qui correspond à une autre force.

Les domaines et modules correspondent respectivement aux groupes de cours et cours visés à l'article 5, alinéa 3, 1°, a), de l'arrêté royal du 26 septembre 2002 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire.

Art. 39. A l'issue du cursus supérieur d'état-major, le commandant de l'ERM émet une appréciation finale à l'égard de chaque stagiaire, constituée de :

- 1° l'appréciation de ses compétences professionnelles, fondée sur les notes attribuées selon les dispositions visées à l'article 5, alinéa 3, 1°, de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002;
- 2° l'appréciation de ses compétences comportementales visées à l'article 8.

Art. 40. Les résultats visés à l'article 39, 1°, sont fixés par les enseignants ayant professé les matières dans lesquelles le stagiaire est évalué, le cas échéant après consultation d'un ou de plusieurs civils ou officiers n'appartenant pas à l'ERM, experts en la matière dans laquelle le stagiaire est évalué. Ces experts sont désignés par le chef du département concerné.

L'appréciation visée à l'article 39, 2°, est établie par le directeur du cursus supérieur d'état-major, sur la base d'informations fournies par les chefs des départements dont des enseignants ont donné cours au stagiaire.

Art. 41. A suivi avec succès le cursus supérieur d'état-major, le stagiaire qui n'a obtenu aucune note d'exclusion visée à l'article 5, alinéa 3, 1°, e), de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002.

Lorsque le stagiaire ne satisfait pas à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, ou lorsqu'il n'a pas participé à une épreuve sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour officiers visée à l'article 72, § 1^{er}, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

Art. 42. Le Roi confère le brevet supérieur d'état-major à l'officier des forces armées belges qui a suivi avec succès le cursus visé à l'article 38, ou un cursus équivalent à l'étranger visé à l'article 34, § 3.

Sous-section 3. — Du cursus supérieur d'administrateur militaire et du brevet supérieur d'administrateur militaire

Art. 43. Le cursus supérieur d'administrateur militaire comprend les modules suivants :

- 1° le module "budget et finances" du domaine "budgets et finances - marchés publics";

Onderafdeling 2. — De hogere stafopleiding en het hogere stafbrevet

Art. 38. De hogere stafopleiding bevat volgende modules :

- 1° de module "joint-operaties" van het domein "operaties";
- 2° de module "operaties eigen aan de component" van het domein "operaties";
- 3° de module "management en leadership" van het gelijknamige domein;
- 4° de module "veiligheid en Defensie" van het gelijknamige domein;
- 5° de module "studiereizen en bezoeken".

De stagiair volgt de module "operaties eigen aan de component" die overeenstemt met het krijgsmachtdeel waartoe hij behoort. De DGHR kan evenwel een stagiair aanwijzen om de module te volgen, die overeenstemt met een ander krijgsmachtdeel.

De domeinen en modules stemmen overeen met respectievelijk de cursusgroepen en cursussen bedoeld in artikel 5, derde lid, 1°, a), van het koninklijk besluit van 26 september 2002 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

Art. 39. Na afloop van de hogere stafopleiding geeft de commandant van de KMS, voor elke stagiair, een eindbeoordeling samengesteld uit :

- 1° de beoordeling van zijn professionele competenties, op basis van de cijfers toegekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5, derde lid, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002;
- 2° de beoordeling van zijn gedragscompetenties bedoeld in artikel 8.

Art. 40. De uitslagen bedoeld in artikel 39, 1°, worden bepaald door de lesgevers die de stof hebben onderwezen waarover de stagiair geëvalueerd wordt, in voorkomend geval na raadpleging van één of meerdere burgers of officieren niet behorende tot de KMS, experts in de stof waarop de stagiair geëvalueerd wordt. Deze experts worden door de chef van het betrokken departement aangewezen.

De in artikel 39, 2°, bedoelde beoordeling wordt door de directeur van de hogere stafopleiding opgesteld, op basis van informatie geleverd door de departementschefs waarvan lesgevers cursussen hebben gegeven aan de stagiair.

Art. 41. Heeft met succes de hogere stafopleiding gevolgd de stagiair die geen enkel uitsluitingscijfer heeft behaald zoals bedoeld in artikel 5, derde lid, 1°, e), van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002.

Wanneer de stagiair niet aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarde voldoet of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan een proef heeft deelgenomen, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor officieren voorgelegd bedoeld in artikel 72, § 1, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

Art. 42. De Koning verleent het hogere stafbrevet aan de officier van de Belgische krijgsmacht die met succes de opleiding bedoeld in artikel 38, of een gelijkwaardige opleiding in het buitenland bedoeld in artikel 34, § 3, gevolgd heeft.

Onderafdeling 3. — De hogere opleiding voor militair administrateur en het hogere brevet van militair administrateur

Art. 43. De hogere opleiding voor militair administrateur bevat de volgende modules :

- 1° de module "begroting en financiën" van het domein "begroting en financiën - overheidsopdrachten";

2° le module "marchés publics" du domaine "budgets et finances - marchés publics";

3° le module "droit" du domaine "droit - statuts";

4° le module "statuts" du domaine "droit - statuts";

5° le module "management public" du domaine homonyme;

6° le module "management et leadership" du domaine homonyme;

7° le module "sécurité et Défense" du domaine homonyme;

8° le module "voyages d'études et visites".

Les domaines correspondent aux groupes de cours visés à l'article 5, alinéa 3, 2°, a), de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002.

Art. 44. A l'issue du cursus supérieur d'administrateur militaire, le commandant de l'ERM émet une appréciation finale à l'égard de chaque stagiaire, constituée de :

1° l'évaluation de ses compétences professionnelles, constituée :

a) des résultats obtenus conformément aux dispositions visées à l'article 5, alinéa 3, 2°, a), de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002;

b) des résultats obtenus lors de l'épreuve finale de synthèse visée à l'article 5, alinéa 3, 2°, c), de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002;

2° l'appréciation de ses compétences comportementales visées à l'article 8.

Art. 45. § 1^{er}. Les résultats visés à l'article 44, 1°, a), sont fixés par les enseignants ayant enseigné les matières dans lesquelles le stagiaire est évalué, ou par le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire lorsque le test dépasse le cadre strict d'une matière.

§ 2. Les résultats visés à l'article 44, 1°, b), sont fixés par le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire. Le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire consulte, le cas échéant :

1° les enseignants ayant enseigné les matières dans lesquelles le stagiaire est évalué;

2° un ou plusieurs civils ou officiers n'appartenant pas à l'école, experts en la matière dans laquelle le stagiaire est évalué.

Le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire désigne les experts visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, et les invite à assister aux tests oraux.

§ 3. Lorsque le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire ne possède pas la connaissance approfondie du français et du néerlandais, le commandant de l'ERM désigne un officier supérieur administrateur militaire du même régime linguistique que le stagiaire, qui appartient à l'école. A défaut, un officier supérieur administrateur militaire n'appartenant pas à l'école est désigné par le DGHR. L'officier désigné exerce les compétences du directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire visées aux paragraphes 1^{er} et 2, à l'égard des stagiaires de son régime linguistique.

§ 4. Les appréciations visées à l'article 44, 2°, sont établies par le directeur du cursus supérieur d'administrateur militaire.

2° de module "overheidsopdrachten" van het domein "begroting en financiën - overheidsopdrachten";

3° de module "recht" van het domein "recht - statuten";

4° de module "statuten" van het domein "recht - statuten";

5° de module "overheidsmanagement" van het gelijknamige domein;

6° de module "management en leadership" van het gelijknamige domein;

7° de module "veiligheid en Defensie" van het gelijknamige domein;

8° de module "studiereizen en bezoeken".

De domeinen stemmen overeen met de cursusgroepen bedoeld in artikel 5, derde lid, 2°, a), van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002.

Art. 44. Na afloop van de hogere opleiding voor militair administrateur geeft de commandant van de KMS, voor elke stagiair, een eindbeoordeling samengesteld uit :

1° de evaluatie van zijn professionele competenties, samengesteld uit :

a) de uitslagen behaald overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5, derde lid, 2°, a), van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002;

b) de uitslagen behaald bij de synthese eindproef bedoeld in artikel 5, derde lid, 2°, c), van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002;

2° de beoordeling van zijn gedragscompetenties bedoeld in artikel 8.

Art. 45. § 1. De uitslagen bedoeld in artikel 44, 1°, a), worden bepaald door de lesgevers die de stof hebben onderwezen waarover de stagiair geëvalueerd wordt, of door de directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur als de test het strikte kader van een stof te buiten gaat.

§ 2. De uitslagen bedoeld in artikel 44, 1°, b), worden bepaald door de directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur. De directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur raadpleegt, in voorkomend geval :

1° de lesgevers die de leerstof hebben onderwezen waarover de stagiair geëvalueerd wordt;

2° één of meerdere burgers of officieren die niet tot de school behoren, experts in de leerstof waarover de stagiair geëvalueerd wordt.

De directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur wijst de in het eerste lid, 2°, bedoelde experts aan en nodigt hen uit om de mondelinge tests bij te wonen.

§ 3. Indien de directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur niet de grondige kennis bezit van het Nederlands en het Frans, wijst de commandant van de KMS een hoofdofficier militair administrateur van hetzelfde taalstelsel als de stagiair aan, die tot de school behoort. Bij gebrek wordt een hoofdofficier militair administrateur die niet tot de school behoort door de DGHR aangewezen. De aangewezen officier oefent de competenties van de directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur bedoeld in de paragrafen 1 en 2 uit, ten opzichte van de stagiairs eigen aan zijn taalstelsel.

§ 4. De beoordelingen bedoeld in artikel 44, 2°, worden door de directeur van de hogere opleiding voor militair administrateur opgesteld.

Art. 46. A suivi avec succès le cursus supérieur d'administrateur militaire, le stagiaire qui n'a obtenu aucune note d'exclusion visée à l'article 5, alinéa 3, 2°, e), de l'arrêté royal précité du 26 septembre 2002.

Lorsque le stagiaire ne satisfait pas à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, ou lorsqu'il n'a pas participé à une épreuve sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour officiers visée à l'article 72, § 1^{er}, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

Art. 47. Le Roi confère le brevet supérieur d'administrateur militaire à l'officier des forces armées belges qui a suivi avec succès le cursus visé à l'article 43, ou un cursus équivalent à l'étranger visé à l'article 34, § 3.

CHAPITRE 5. — DE LA FORMATION CONTINUEE DES SOUS-OFFICIERS DE CARRIERE

Section 1^{re}. — De la formation pour candidat sous-officier d'élite

Art. 48. Il est organisé annuellement une formation pour candidat sous-officier d'élite.

Art. 49. La formation pour candidat sous-officier d'élite comprend :

1° une partie commune constituée des modules suivants :

a) le module "Défense";

b) le module "leadership et management";

2° une partie spécifique "formation propre à la filière de métiers", qui est constituée d'un ou plusieurs modules de nature professionnelle spécialisée et militaire, dont les matières et la durée peuvent varier selon la filière de métiers et le BHK du sous-officier concerné.

Les deux parties du cours peuvent être étalées dans le temps au sein de la même année de formation. Toutefois, à moins que des raisons d'organisation nécessitent une dérogation, la partie spécifique est enseignée après la partie commune.

Tout ou partie de chaque partie du cours peut se terminer par une partie de l'épreuve d'accèsion au grade de premier sergent-major.

Art. 50. La formation pour candidat sous-officier d'élite est suivie par tout sous-officier, satisfaisant aux conditions suivantes :

1° être sous-officier de carrière du niveau C;

2° posséder, dans le grade de premier sergent, au moins l'ancienneté déterminée par le DGHR;

3° ne pas exercer un emploi dans un organisme ou dans un état-major international ou interallié ou dans un organisme national à l'étranger, pour lequel un ajournement est accordé selon les dispositions visées à l'article 13.

Le DGHR peut exclure un sous-officier de la participation à la formation pour candidat sous-officier d'élite, si ce sous-officier s'est rendu coupable des faits graves incompatibles avec la qualité de sous-officier.

Le DGHR notifie sa décision au sous-officier concerné. Celui-ci peut introduire un recours auprès du chef de la Défense au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la date de cette notification.

Le chef de la Défense notifie sa décision au sous-officier concerné au plus tard le trentième jour qui suit la date de l'introduction du recours.

Art. 46. Heeft met succes de hogere opleiding voor militair administrateur gevolgd, de stagiair die geen enkel uitsluitingscijfer heeft behaald zoals bedoeld in artikel 5, derde lid, 2°, e), van het voornoemde koninklijk besluit van 26 september 2002.

Wanneer de stagiair niet aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarde voldoet of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan een proef heeft deelgenomen, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor officieren voorgelegd bedoeld in artikel 72, § 1, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

Art. 47. De Koning verleent het hogere brevet van militair administrateur aan de officier van de Belgische krijgsmacht die met succes de opleiding bedoeld in artikel 43, of een gelijkwaardige opleiding in het buitenland bedoeld in artikel 34, § 3, gevolgd heeft.

HOOFDSTUK 5. — DE VOORTGEZETTE VORMING VAN DE BEROEPSONDEROFFICIEREN

Afdeling 1. — De vorming voor kandidaat keuronderofficier

Art. 48. Jaarlijks wordt een vorming voor kandidaat keuronderofficier georganiseerd.

Art. 49. De vorming voor kandidaat keuronderofficier bevat :

1° een gemeenschappelijk gedeelte dat uit de volgende modules bestaat :

a) de module "Defensie";

b) de module "leadership en management";

2° een specifiek gedeelte "vorming eigen aan de vakrichting", dat bestaat uit één of meerdere modules van gespecialiseerde professionele en militaire aard, waarvan de leerstof en de duur kunnen verschillen naargelang de vakrichting en de BHK van de betrokken onderofficier.

De twee cursusgedeelten kunnen binnen hetzelfde vormingsjaar gespreid worden in de tijd. Tenzij organisatorische redenen een afwijking noodzakelijk maakt, wordt het specifieke gedeelte evenwel na het gemeenschappelijke gedeelte onderwezen.

Het geheel of een deel van ieder cursusgedeelte kan met een gedeelte van het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-major worden beëindigd.

Art. 50. De vorming voor kandidaat keuronderofficier wordt gevolgd door iedere onderofficier, die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° beroepsonderofficier van niveau C zijn;

2° minstens de anciënniteit in de graad van eerste sergeant bezitten die door de DGHR vastgesteld wordt;

3° niet een ambt in een internationale of intergeallieerde instelling of staf, in een nationale instelling in het buitenland uitoefenen, waarvoor een uitstel wordt toegekend volgens de bepalingen bedoeld in artikel 13.

De DGHR kan een onderofficier van deelname aan de vorming voor kandidaat keuronderofficier uitsluiten, indien deze onderofficier zich aan ernstige, met de hoedanigheid van onderofficier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt.

De DGHR betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier. Deze laatste kan een beroep aantekenen bij de chef Defensie uiterlijk de tiende werkdag volgend op de datum van deze kennisgeving.

De chef Defensie betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van de aantekening van het beroep.

Art. 51. A suivi avec succès la formation pour candidat sous-officier d'élite, le stagiaire qui :

1° a régulièrement suivi l'ensemble des modules de la partie commune, visé à l'article 49, alinéa 1^{er}, 1°;

2° a régulièrement suivi l'ensemble des modules de sa partie spécifique "formation propre à la filière de métiers", visé à l'article 49, alinéa 1^{er}, 2°;

3° a réussi l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major.

Art. 52. A l'issue de la formation pour candidat sous-officier d'élite, le DGFmn établit une appréciation globale des compétences professionnelles à l'égard de chaque stagiaire, sur la base des résultats attribués pour l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major.

Section 2. — De l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major

Art. 53. § 1^{er}. Dans le cadre de chaque formation pour candidat sous-officier d'élite, il est organisé une épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, destinée aux stagiaires de cette formation.

L'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major comporte :

1° une épreuve commune qui se compose d'au moins un test portant sur les matières enseignées dans le module "Défense" de la partie commune de la formation pour candidat sous-officier d'élite; visé à l'article 49, alinéa 1^{er}, 1°;

2° une épreuve spécifique qui se compose d'au moins un test par module portant sur les matières enseignées dans le module durant la partie spécifique "formation propre à la filière de métiers" de la formation pour candidat sous-officier d'élite; visé à l'article 49, alinéa 1^{er}, 2°;

Les questions des tests, portant sur les matières enseignées à la partie commune ou à la partie spécifique de la formation pour candidat sous-officier d'élite, sont rédigées par les enseignants ayant enseigné ces matières, sous la direction de l'officier responsable de la formation.

§ 2. L'épreuve commune visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, est présentée par tous les stagiaires de la formation pour candidat sous-officier d'élite.

§ 3. L'épreuve spécifique visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, peut, au sein de chaque filière de métiers, varier en fonction du BHK des stagiaires.

Chaque stagiaire de la formation pour candidat sous-officier d'élite doit seulement présenter l'épreuve spécifique correspondant à la partie spécifique "formation propre à la filière de métiers", pour laquelle il a été désigné.

§ 4. Les résultats des épreuves de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major sont fixés, selon le cas, par les enseignants de l'organisme de formation ayant enseigné les matières correspondantes ou fixés par un jury, organisé, selon le cas, par régime linguistique, par organisme de formation, par filière de métiers ou au sein de la même filière de métiers par BHK et dont la composition spécifique est déterminée par l'officier responsable de la formation.

§ 5. L'officier responsable de la formation est responsable des modalités pratiques d'organisation de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major.

Art. 54. A réussi l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, le stagiaire qui :

1° a obtenu une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests du module "Défense";

Art. 51. Heeft de vorming voor kandidaat keuronderofficier met succes gevolgd, de stagiair die :

1° het geheel van de modules van het gemeenschappelijk gedeelte, bedoeld in artikel 49, eerste lid, 1°, op regelmatige wijze gevolgd heeft;

2° het geheel van de modules van zijn specifieke gedeelte "vorming eigen aan de vakrichting", bedoeld in artikel 49, eerste lid, 2°, op regelmatige wijze gevolgd heeft;

3° geslaagd is voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor.

Art. 52. Na afloop van de vorming voor kandidaat keuronderofficier stelt de DGFmn een globale beoordeling van de professionele competenties voor elke stagiair op, op basis van de resultaten toegekend op het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor.

Afdeling 2. — Het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor

Art. 53. § 1. In het kader van elke vorming voor kandidaat keuronderofficier wordt, voor de stagiairs van deze vorming, een examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor georganiseerd.

Het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor bevat :

1° een gemeenschappelijke proef die bestaat uit ten minste één test betreffende de in de module "Defensie" onderwezen stof van het gemeenschappelijke gedeelte van de vorming voor kandidaat keuronderofficier bedoeld in artikel 49, eerste lid, 1°;

2° een specifieke proef die bestaat uit ten minste één test per module betreffende de in de module onderwezen stof gedurende het specifieke gedeelte "vorming eigen aan de vakrichting" van de vorming voor kandidaat keuronderofficier bedoeld in artikel 49, eerste lid, 2°;

De vragen van de tests betreffende de onderwezen stof gedurende het gemeenschappelijke of het specifieke gedeelte van de vorming voor kandidaat keuronderofficier worden onder de leiding van de officier verantwoordelijk voor de vorming, opgesteld door de lesgevers die deze stof onderwezen hebben.

§ 2. De gemeenschappelijke proef bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1°, wordt afgelegd door alle stagiairs van de vorming voor kandidaat keuronderofficier.

§ 3. De specifieke proef bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, kan, binnen iedere vakrichting, verschillen naargelang de BHK van de stagiairs.

Iedere stagiair van de vorming voor kandidaat keuronderofficier legt enkel de specifieke proef af die overeenstemt met het specifieke gedeelte "vorming eigen aan de vakrichting", waarvoor hij aangeduid werd.

§ 4. De uitslagen van de proeven van het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor worden bepaald, naargelang het geval, door de lesgevers van het vormingsorganisme die de overeenstemmende materies onderwezen hebben of door een examencommissie, georganiseerd, naargelang het geval, per taalstelsel, vormingsorganisme, vakrichting of binnen dezelfde vakrichting per BHK en waarvan de specifieke samenstelling bepaald wordt door de officier verantwoordelijk voor de vorming.

§ 5. De officier verantwoordelijk voor de vorming is verantwoordelijk voor de praktische modaliteiten inzake de organisatie van het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor.

Art. 54. Is voor het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor geslaagd, de stagiair die :

1° een globaal cijfer van ten minste vijftig procent heeft behaald voor het geheel van de tests in de module "Defensie";

2° a obtenu une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des tests dans chaque module de sa partie spécifique "formation propre à la filière de métiers";

3° le cas échéant, satisfait aux conditions fixées pour les modules pour lesquels des critères d'exclusion spécifiques existent, qui sont déterminées par filière de métiers et BHK dans un règlement arrêté par le ministre.

Art. 55. Lorsque le stagiaire n'a pas satisfait aux critères de réussite visés à l'article 54 ou lorsqu'il n'a pas participé à un test sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour sous-officiers visée à l'article 72, § 2, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

Le sous-officier qui a obtenu la permission de représenter l'ensemble ou une partie de l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major, peut le représenter dans les trois mois suivant la notification de la décision de la commission de délibération, à la date fixée par le président.

Art. 56. Le DGHR confère le brevet de premier sergent-major au sous-officier des forces armées belges qui :

1° a suivi avec fruit la formation pour candidat sous-officier d'élite;

2° a réussi l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major.

Section 3. — De la formation pour candidat sous-officier supérieur

Art. 57. Il est organisé annuellement une formation pour candidat sous-officier supérieur.

Art. 58. La formation pour candidat sous-officier supérieur comprend les modules suivants :

1° le module "leadership", constitué du :

a) module partiel "techniques de présentation et rédaction";

b) module partiel "leadership sous-officier supérieur";

c) module partiel "réunion efficace";

2° le module "management", constitué du :

a) module partiel "project- en planningmanagement";

b) module partiel "total quality management";

3° le module "Défense", constitué du :

a) module partiel "connaissances générales";

b) module partiel "concepts Défense".

Les modules et modules partiels de la formation peuvent être étalées dans le temps au sein de la même année de formation. Toutefois, à moins que des raisons d'organisation nécessitent une dérogation, les modules et modules partiels sont enseignés dans l'ordre déterminé par l'alinéa 1^{er}.

Art. 59. § 1^{er}. La formation pour candidat sous-officier supérieur est suivie par tout sous-officier satisfaisant aux conditions suivantes :

1° être sous-officier de carrière du niveau C;

2° posséder, dans le grade d'adjudant, au moins l'ancienneté déterminée par le DGHR;

3° ne pas exercer un emploi dans un organisme ou dans un état-major international ou interallié, dans un organisme national à l'étranger ou à la coopération technique militaire, pour lequel un ajournement est accordé selon les dispositions visées à l'article 13.

Toutefois, la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'est pas applicable au sous-officier de carrière du niveau B qui, à sa demande, est désigné par le DGHR pour suivre la formation complète pour candidat sous-officier supérieur visée à l'article 58.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, le DGHR peut exclure un sous-officier de la participation à la formation pour candidat sous-officier supérieur, si ce sous-officier s'est rendu coupable des faits graves incompatibles avec la qualité de sous-officier.

Le DGHR notifie sa décision au sous-officier concerné. Celui-ci peut introduire un recours auprès du chef de la Défense au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la date de cette notification.

Le chef de la Défense notifie sa décision au sous-officier concerné au plus tard le trentième jour qui suit la date de l'introduction du recours.

2° een globaal cijfer van ten minste vijftig procent heeft behaald voor het geheel van de tests in iedere module van zijn specifieke gedeelte "vorming eigen aan de vakrichting";

3° in voorkomend geval, voldoet aan de voorwaarden bepaald voor de modules waarvoor specifieke uitsluitingscriteria bestaan, die per vakrichting en BHK worden vastgelegd in een reglement uitgevaardigd door de minister.

Art. 55. Wanneer de stagiair niet aan de in artikel 54 bedoelde criteria tot slagen heeft voldaan of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan een test heeft deelgenomen, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor onderofficieren bedoeld in artikel 72, § 2, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

De onderofficier die de toestemming bekomt om het geheel of een deel van het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor opnieuw af te leggen, kan dit afleggen binnen de drie maanden na de betekening van de beslissing van de deliberatiecommissie, op de datum bepaald door de voorzitter.

Art. 56. De DGHR verleent het brevet van eerste sergeant-majoor aan de onderofficier van de Belgische krijgsmacht die :

1° de vorming voor kandidaat keuronderofficier met vrucht gevolgd heeft;

2° geslaagd is in het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor.

Afdeling 3. — De vorming voor kandidaat hoofdonderofficier

Art. 57. Jaarlijks wordt een vorming voor kandidaat hoofdonderofficier georganiseerd.

Art. 58. De vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bevat de volgende modules :

1° de module "leadership", samengesteld uit :

a) de deelmodule "presentatietechnieken en schriftelijk stellen";

b) de deelmodule "leadership hoofdonderofficier";

c) de deelmodule "efficiënt vergaderen";

2° de module "management", samengesteld uit :

a) de deelmodule "project- en planningmanagement";

b) de deelmodule "total quality management";

3° de module "Defensie", samengesteld uit :

a) de deelmodule "algemene kennis";

b) de deelmodule "concepten Defensie".

De modules en deelmodules van de vorming kunnen binnen hetzelfde vormingsjaar gespreid worden in de tijd. Tenzij organisatorische redenen een afwijking noodzakelijk maken, worden de modules en deelmodules evenwel onderwezen in de volgorde bepaald door het eerste lid.

Art. 59. § 1. De vorming voor kandidaat hoofdonderofficier wordt gevolgd door iedere onderofficier, die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° beroepsonderofficier van niveau C zijn;

2° minstens de anciënniteit in de graad van adjudant bezitten die door de DGHR vastgesteld wordt;

3° niet een ambt in een internationale of intergeallieerde instelling of staf, in een nationale instelling in het buitenland of bij de militaire technische samenwerking uitoefenen, waarvoor een uitstel wordt toegekend volgens de bepalingen bedoeld in artikel 13.

De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1°, is evenwel niet van toepassing op de beroepsonderofficier van niveau B die, op zijn verzoek, door de DGHR wordt aangeduid voor het volgen van de volledige vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 58.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de DGHR een onderofficier van deelname aan de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier uitsluiten, indien deze onderofficier zich aan ernstige, met de hoedanigheid van onderofficier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt.

De DGHR betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier. Deze laatste kan een beroep aantekenen bij de chef Defensie uiterlijk de tiende werkdag volgend op de datum van deze kennisgeving.

De chef Defensie betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van de aantekening van het beroep.

Art. 60. A suivi avec succès la formation pour candidat sous-officier supérieur visée à l'article 58, le stagiaire qui :

1° a régulièrement suivi l'ensemble des modules et des modules partiels de la formation;

2° a obtenu une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des épreuves de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef.

Art. 61. A l'issue de la formation pour candidat sous-officier supérieur, il est établi, pour chaque stagiaire :

1° une appréciation globale des compétences professionnelles par l'officier responsable de la formation, sur la base des résultats attribués aux épreuves de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef;

2° une estimation de potentiel selon les dispositions réglementaires relatives à l'estimation du potentiel des militaires.

Section 4. — De l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef

Art. 62. § 1^{er}. Dans le cadre de chaque formation pour candidat sous-officier supérieur, il est organisé une session d'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, destiné aux stagiaires de cette formation.

L'examen de qualification au grade d'adjudant-chef comporte :

1° un test écrit portant sur les matières enseignées dans le module "management" visé à l'article 58, alinéa 1^{er}, 2°, de la formation pour candidat sous-officier supérieur;

2° un test écrit et oral portant sur les matières enseignées dans le module partiel "concepts Défense" du module "Défense" visé à l'article 58, alinéa 1^{er}, 3°, b), de la formation pour candidat sous-officier supérieur.

§ 2. L'examen de qualification au grade d'adjudant-chef est présenté par tous les stagiaires de la formation pour candidat sous-officier supérieur visés l'article 59, § 1^{er}.

§ 3. Des jurys sont institués pour l'examen de qualification visé au paragraphe 1^{er}.

Le stagiaire présente l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef devant un jury composé d'un président du jury et de deux autres membres désignés par le DGHR.

Le président d'un jury est un officier supérieur, les autres membres sont revêtus au moins du grade de capitaine.

Chaque partie écrite de l'examen doit individuellement être corrigée par deux membres du jury au moins.

La partie orale de l'examen doit être présentée par le stagiaire devant le jury parmi lequel se trouve au moins un membre ayant corrigé la partie écrite sur laquelle porte la partie orale.

Le DGHR désigne un président général des jurys. Le président général des jurys est un officier supérieur revêtu d'un grade supérieur, ou en cas de même grade, d'une ancienneté dans ce grade supérieur, au grade le plus élevé des présidents des jurys. Il supervise le bon fonctionnement des jurys, la rédaction des questions, le déroulement normal des examens et les activités relatives à l'appréciation des stagiaires. Pour tout stagiaire, il désigne un jury et il est notamment chargé de veiller à ce que tous les stagiaires à une même partie d'examen d'une session d'examens soient interrogés et évalués selon des critères uniformes.

§ 4. Deux sous-officiers supérieurs revêtus du grade d'adjudant-major, ou par manque d'adjudants-majors, un ou deux sous-officiers supérieurs revêtus du grade d'adjudant-chef, de régime linguistique différent désignés par le DGHR assistent le jury en qualité de conseillers. Ces conseillers participent à la partie orale de l'examen, sans pouvoir interroger les candidats, et à la délibération de ce jury lors de laquelle ils disposent, pour les stagiaires de leur régime linguistique respectif, d'une voix consultative.

§ 5. La note obtenue par le stagiaire pour une partie de l'examen est la moyenne arithmétique des points attribués à ce stagiaire par les membres du jury ayant soit corrigé soit assisté à cette partie de l'examen.

Art. 60. Heeft de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 58, met succes gevolgd, de stagiair die :

1° het geheel van de modules en deelmodules van de vorming op regelmatige wijze gevolgd heeft;

2° een globaal cijfer van ten minste vijftig procent heeft behaald voor het geheel van de proeven van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef.

Art. 61. Na afloop van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier wordt voor elke stagiair opgesteld :

1° een globale beoordeling van de professionele competenties door de officier verantwoordelijk voor de vorming, op basis van de resultaten toegekend op de proeven van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef;

2° een potentieelinschatting volgens de reglementaire bepalingen betreffende de potentieelinschatting van de militairen.

Afdeling 4. — Het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef

Art. 62. § 1. In het kader van elke vorming voor kandidaat hoofdonderofficier wordt, voor de stagiairs van deze vorming een zittijd van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef georganiseerd.

Het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef bevat :

1° een schriftelijk test betreffende de in de module "management" onderwezen stof bedoeld in artikel 58 eerste lid, 2°, van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier;

2° een schriftelijke en mondelinge test betreffende de in de deelmodule "concepts Defensie" van de module "Defensie" onderwezen stof bedoeld artikel 58, eerste lid, 3°, b), van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier.

§ 2. Het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef wordt afgelegd door alle stagiairs van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 59, § 1.

§ 3. Er worden examencommissies voor het kwalificatie-examen bedoeld in paragraaf 1 opgericht.

De stagiair legt het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef af voor een examencommissie samengesteld uit een voorzitter van de examencommissie en twee andere leden aangewezen door de DGHR.

De voorzitter van een examencommissie is een hoofdofficier, de andere leden zijn ten minste bekleed met de graad van kapitein.

Elk schriftelijk gedeelte van het examen moet individueel door ten minste twee leden van de examencommissie worden verbeterd.

Het mondeling gedeelte van het examen moet door de stagiair worden afgelegd voor de examencommissie met ten minste één lid dat het schriftelijk gedeelte, waarop het mondeling gedeelte betrekking heeft, verbeterd heeft.

De DGHR wijst een algemeen voorzitter van de examencommissies aan. De algemene voorzitter van de examencommissies is een hoofdofficier bekleed met een hogere graad, of in geval van gelijke graad, met een hogere anciënniteit in die graad, dan de hoogste graad van de voorzitters van de examencommissies. Hij superviseert de goede werking van de examencommissies, het opstellen van de vragen, het regelmatige verloop van de examens en de verrichtingen in verband met de beoordeling van de stagiairs. Hij duidt voor iedere stagiair een examencommissie aan en hij is in het bijzonder belast erover te waken dat alle stagiairs voor eenzelfde examengedeelte van een examen zittijd volgens uniforme criteria ondervraagd en beoordeeld worden.

§ 4. Twee hoofdonderofficieren bekleed met de graad van adjudant-majoor, of bij gebrek aan adjudanten-majors, één of twee hoofdonderofficieren bekleed met de graad van adjudant-chef, van een verschillend taalstelsel aangewezen door de DGHR staan de examencommissie bij als raadgevers. Die raadgevers nemen deel aan het mondelinge gedeelte van het examen, zonder vragen te mogen stellen aan de stagiair, en aan de deliberatie van deze commissie tijdens dewelke zij, voor de stagiairs van hun respectievelijk taalstelsel, over een adviseerende stem beschikken.

§ 5. Het cijfer behaald door de stagiair voor een gedeelte van het examen is het rekenkundig gemiddelde van de punten die aan deze examen werden gegeven door de leden van de examencommissie die dit gedeelte van het examen ofwel hebben verbeterd ofwel hebben bijgewoond.

Art. 63. A réussi l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, le stagiaire qui a obtenu une note globale d'au moins cinquante pour cent pour l'ensemble des épreuves organisés dans le cadre de la formation pour candidat sous-officier supérieur visée à l'article 58.

Art. 64. Lorsque le stagiaire n'a pas satisfait aux critères de réussite visés à l'article 63 ou lorsqu'il n'a pas participé à un test sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour sous-officiers visée à l'article 72, § 2, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

Le sous-officier qui a obtenu la permission de représenter l'ensemble ou une partie de l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, peut le représenter dans les trois mois suivant la notification de la décision de la commission de délibération, à la date fixée par le président.

Art. 65. L'officier responsable de la formation confère le brevet de réussite dans la formation pour candidat sous-officier supérieur au sous-officier des forces armées belges qui :

- 1° qui a suivi avec fruit la formation précitée;
- 2° a réussi l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef.

Section 5. — De la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B

Art. 66. Il est organisé annuellement une formation pour candidat adjudant-chef du niveau B.

Art. 67. La formation pour candidat adjudant-chef du niveau B comprend les modules suivants :

- 1° le module "leadership", constitué du :
 - a) module partiel "techniques de présentation et rédaction";
 - b) module partiel "leadership sous-officier supérieur";
 - c) module partiel "réunion efficace";
- 2° le module "management", constitué du :
 - a) module partiel "project- en planningmanagement";
 - b) module partiel "total quality management".

Les modules et modules partiels de la formation peuvent être étalés dans le temps au sein de la même année de formation. Toutefois, à moins que des raisons d'organisation nécessitent une dérogation, les modules et modules partiels sont enseignés dans l'ordre déterminé par l'alinéa 1^{er}.

Art. 68. § 1^{er}. A l'exception du sous-officier du niveau B visé à l'article 59, § 1^{er}, alinéa 2, la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B est suivie par tout autre sous-officier du niveau B, satisfaisant aux conditions suivantes :

- 1° posséder, dans le grade d'adjudant, au moins l'ancienneté déterminée par le DGHR;
- 2° ne pas exercer un emploi dans un organisme ou dans un état-major international ou interallié dans un organisme national à l'étranger, pour lequel un ajournement est accordé selon les dispositions visées à l'article 13.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1^{er}, le DGHR peut exclure un sous-officier de la participation à la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B, si ce sous-officier s'est rendu coupable des faits graves incompatibles avec la qualité de sous-officier.

Le DGHR notifie sa décision au sous-officier concerné. Celui-ci peut introduire un recours auprès du chef de la Défense au plus tard le dixième jour ouvrable qui suit la date de cette notification.

Le chef de la Défense notifie sa décision au sous-officier concerné au plus tard le trentième jour qui suit la date de l'introduction du recours.

Art. 69. A suivi avec succès la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B visée à l'article 67, le stagiaire qui satisfait aux critères suivants :

- 1° a régulièrement suivi l'ensemble des modules et des modules partiels de la formation;
- 2° a obtenu au moins cinquante pour cent sur le test écrit portant sur les matières enseignées dans le module "management".

Le stagiaire sous-officier du niveau B visé à l'article 59, § 1^{er}, alinéa 2, qui a régulièrement suivi l'ensemble des modules et des modules partiels de la formation pour candidat sous-officier supérieur visé à

Art. 63. Is voor het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef geslaagd, de stagiair die een globaal cijfer van ten minste vijftig procent heeft behaald voor het geheel van de proeven georganiseerd in het kader van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 58.

Art. 64. Wanneer de stagiair niet aan de in artikel 63 bedoelde criteria tot slagen heeft voldaan of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan een test heeft deelgenomen, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor onderofficieren voorgelegd bedoeld in artikel 72, § 2, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

De onderofficier die de toestemming bekomt om het geheel of een deel van het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef opnieuw af te leggen, kan dit afleggen binnen de drie maanden na de betekening van de beslissing van de deliberatiecommissie, op de datum bepaald door de voorzitter.

Art. 65. De officier verantwoordelijk voor de vorming verleent het brevet van slagen in de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier aan de onderofficier van de Belgische krijgsmacht die :

- 1° met succes de voornoemde vorming gevolgd heeft;
- 2° geslaagd is in het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef.

Afdeling 5. — De vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B

Art. 66. Jaarlijks wordt een vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B georganiseerd.

Art. 67. De vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B bevat de volgende modules :

- 1° de module "leadership", samengesteld uit :
 - a) de deelmodule "presentatietechnieken en schriftelijk stellen";
 - b) de deelmodule "leadership hoofdonderofficier";
 - c) de deelmodule "efficiënt vergaderen";
- 2° de module "management", samengesteld uit :
 - a) de deelmodule "project- en planningmanagement";
 - b) de deelmodule "total quality management".

De modules en deelmodules van de vorming kunnen binnen hetzelfde vormingsjaar gespreid worden in de tijd. Tenzij organisatorische redenen een afwijking noodzakelijk maken, worden de modules en deelmodules evenwel onderwezen in de volgorde bepaald door het eerste lid.

Art. 68. § 1. Met uitzondering van de beroepsonderofficier van niveau B bedoeld in artikel 59, § 1, tweede lid, wordt de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B gevolgd door iedere andere onderofficier van niveau B, die aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° minstens de anciënniteit in de graad van adjudant bezitten die door de DGHR vastgesteld wordt;
- 2° niet een ambt in een internationale of intergeallieerde instelling of staf, in een nationale instelling in het buitenland uitoefenen, waarvoor een uitstel wordt toegekend volgens de bepalingen bedoeld in artikel 13.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de DGHR een onderofficier van deelname aan de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B uitsluiten, indien deze onderofficier zich aan ernstige, met de hoedanigheid van onderofficier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt.

De DGHR betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier. Deze laatste kan een beroep aantekenen bij de chef Defensie uiterlijk de tiende werkdag volgend op de datum van deze kennisgeving.

De chef Defensie betekent zijn beslissing aan de betrokken onderofficier uiterlijk de dertigste dag volgend op de datum van de aantekening van het beroep.

Art. 69. Heeft de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B bedoeld in artikel 67, met succes gevolgd, de stagiair die aan de volgende criteria voldoet :

- 1° het geheel van de modules en deelmodules van de vorming op regelmatige wijze gevolgd heeft;
- 2° ten minste vijftig procent heeft behaald op de schriftelijke test betreffende de in de module "management" onderwezen stof.

De stagiair onderofficier van niveau B bedoeld in artikel 59, § 1, tweede lid, die het geheel van de modules en deelmodules van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 58, eerste

l'article 58, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et qui a obtenu une note globale d'au moins cinquante pour cent pour le test écrit portant sur les matières enseignées dans le module "management" de la formation précitée visé à l'article 58, alinéa 1^{er}, 2°, est également considéré avoir suivi avec succès la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B.

Art. 70. Lorsque le stagiaire de la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B n'a pas satisfait aux critères de réussite visés à l'article 69, alinéa 1^{er}, ou lorsqu'il n'a pas participé au test écrit sans raison valable, ses appréciations et, le cas échéant, les constatations sont soumises à la commission de délibération de la formation continuée pour officiers visée à l'article 72, § 2, qui prend une des décisions visées à l'article 113/1 de la loi.

Le sous-officier qui a obtenu la permission de représenter le test visé à l'article 69, alinéa 1^{er}, 2°, peut représenter ce test dans les trois mois suivant la notification de la décision de la commission de délibération, à la date fixée par le président.

Art. 71. A l'issue de la formation pour candidat adjudant-chef du niveau B, l'officier responsable de la formation établit une appréciation globale des compétences professionnelles à l'égard de chaque stagiaire, sur la base des résultats attribués au test écrit visé à l'article 69, alinéa 1^{er}, 2°.

CHAPITRE 6. — DE LA COMPOSITION ET DU FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS DE DELIBERATION DE LA FORMATION CONTINUEE

Art. 72. § 1^{er}. La commission de délibération de la formation continuée pour officiers est composée des membres suivants ou leur remplaçant désigné par le président :

- 1° le commandant de l'ERM, président;
- 2° le directeur de l'enseignement académique;
- 3° le directeur de la formation continuée;
- 4° le chef du département d'économie, management et leadership;
- 5° le chef du département des sciences du comportement;
- 6° le chef du département d'étude des conflits;
- 7° le chef du département d'opérations;
- 8° le directeur de la formation pour candidat officier supérieur;
- 9° les directeurs des cursus supérieurs de la formation continuée.

10° lorsque le président le juge nécessaire, le médecin du travail de l'établissement militaire où le stagiaire suit sa formation.

Le président désigne, au sein de l'ERM, un officier secrétaire qui soit appartient au même régime linguistique que le stagiaire, soit possède la connaissance approfondie du français et du néerlandais.

Toutefois, à la demande du stagiaire en cause, le président désigne comme secrétaire un officier de l'ERM qui est d'un grade supérieur à celui du stagiaire en cause ou plus ancien dans le même grade.

§ 2. La commission de délibération de la formation continuée pour sous-officiers est composée des membres suivants ou leur remplaçant désigné par le président :

- 1° l'officier responsable de la formation du stagiaire dans l'établissement militaire où le candidat suit sa formation, président;
- 2° le commandant d'unité ou l'officier chef de service responsable de la formation du stagiaire;
- 3° au minimum un des principaux instructeurs qui a été impliqué dans la formation du stagiaire;
- 4° le sous-officier supérieur conseiller du jury pour l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, appartenant au régime linguistique du stagiaire;
- 5° lorsque le président le juge nécessaire, le médecin du travail de l'établissement militaire où le stagiaire suit sa formation.

Le président désigne un secrétaire qui soit appartient au même régime linguistique que le stagiaire, soit possède la connaissance approfondie du français et du néerlandais.

Toutefois, à la demande du stagiaire en cause, le président désigne comme secrétaire un sous-officier qui est d'un grade supérieur à celui du stagiaire en cause ou plus ancien dans le même grade.

lid, 1° en 2°, op regelmatige wijze heeft gevolgd en die een globaal cijfer van ten minste vijftig procent heeft behaald voor de schriftelijke test betreffende de in de module "management" onderwezen stof van de voornoemde vorming, bedoeld in artikel 58, eerste lid, 2°, wordt eveneens geacht de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B met succes gevolgd te hebben.

Art. 70. Wanneer de stagiair van de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B niet aan de in artikel 69, eerste lid, bedoelde criteria tot slagen heeft voldaan of wanneer hij, zonder geldige reden, niet aan de schriftelijke test heeft deelgenomen, worden zijn beoordelingen en, in voorkomend geval, de vaststellingen aan de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor onderofficieren bedoeld in artikel 72, § 2, voorgelegd, die één van de beslissingen neemt bedoeld in artikel 113/1 van de wet.

De onderofficier die de toestemming bekomt om de test bedoeld in artikel 69, eerste lid, 2°, opnieuw af te leggen, kan deze test afleggen binnen de drie maanden na de betekening van de beslissing van de deliberatiecommissie, op de datum bepaald door de voorzitter.

Art. 71. Na afloop van de vorming voor kandidaat adjudant-chef van niveau B stelt de officier verantwoordelijk voor de vorming een beoordeling van de professionele competenties voor elke stagiair op, op basis van de resultaten toegekend op de schriftelijke test bedoeld in artikel 69, eerste lid, 2°.

HOOFDSTUK 6. — DE SAMENSTELLING EN WERKING VAN DE DELIBERATIE-COMMISSIES VAN DE VOORTGEZETTE VORMING

Art. 72. § 1. De deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor officieren bestaat uit volgende leden of hun plaatsvervanger aangewezen door de voorzitter :

- 1° de commandant van de KMS, voorzitter;
- 2° de directeur van het academisch onderwijs;
- 3° de directeur van de voortgezette vorming;
- 4° het departementshoofd economie, management en leadership;
- 5° het departementshoofd gedragswetenschappen;
- 6° het departementshoofd conflictstudies;
- 7° het departementshoofd operaties;
- 8° de directeur van de vorming voor kandidaat hoofdofficier;
- 9° de directeurs van de hogere opleidingen van de voortgezette vorming.

10° wanneer de voorzitter dit nodig acht, de arbeidsgeneesheer van de eenheid van de militaire instelling waar de stagiair zijn vorming volgt.

De voorzitter wijst, binnen de KMS, een officier-secretaris, behorende tot de KMS, aan die hetzij tot hetzelfde taalstelsel behoort als de stagiair, hetzij de grondige kennis bezit van het Nederlands en het Frans.

Op vraag van de stagiair, wijst de voorzitter als secretaris evenwel een officier van de KMS aan die een hogere graad heeft dan de betrokken stagiair of die meer anciënniteit in dezelfde graad heeft.

§ 2. De deliberatiecommissie van de voortgezette vorming voor onderofficieren bestaat uit volgende leden of hun plaatsvervanger aangewezen door de voorzitter :

- 1° de officier verantwoordelijk voor de vorming van de stagiair in de militaire instelling waar de kandidaat zijn vorming volgt, voorzitter;
- 2° de eenheidscommandant of de officier-dienstoverste verantwoordelijk voor de vorming van de stagiair;
- 3° ten minste één van de voornaamste onderrichters die betrokken was bij de vorming van de stagiair;
- 4° de hoofdonderofficier raadgever van de examencommissie voor het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef, behorende tot het taalstelsel van de stagiair;
- 5° wanneer de voorzitter dit nodig acht, de arbeidsgeneesheer van de eenheid van de militaire instelling waar de stagiair zijn vorming volgt.

De voorzitter wijst een secretaris aan die hetzij tot hetzelfde taalstelsel behoort als de stagiair, hetzij de grondige kennis bezit van het Nederlands en het Frans.

Op vraag van de stagiair, wijst de voorzitter als secretaris evenwel een onderofficier aan die een hogere graad heeft dan de betrokken stagiair of die meer anciënniteit in dezelfde graad heeft.

Art. 73. Chaque commission de délibération de la formation continuée visée à l'article 72 prend une décision conformément aux dispositions de l'article 178/1 de la loi.

Le directeur de la formation pour candidat officier supérieur, les directeurs des cursus supérieurs de la formation continuée, le médecin du travail de l'établissement militaire où le candidat suit sa formation et les secrétaires d'une commission de délibération n'ont pas droit de vote.

Le stagiaire peut, selon les dispositions de l'article 178/2 de la loi, interjeter un appel motivé contre la décision de la commission de délibération de la formation continuée auprès de l'instance d'appel.

CHAPITRE 7. — DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 74. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées sont abrogés :

1° l'article 15, remplacé par l'arrêté royal du 20 septembre 1966 et modifié par les arrêtés royaux des 27 mai 1975, 9 février 1988, 13 janvier 2003, 27 mars 2003, 20 août 2003, 12 septembre 2007, 18 février 2009 et 25 mars 2010;

2° l'article 16, remplacé par l'arrêté royal du 20 août 2003;

3° l'article 17, remplacé par l'arrêté royal du 20 août 2003 et modifié par les arrêtés royaux des 12 septembre 2007, 18 février 2009 et 26 août 2010.

Art. 75. L'arrêté royal du 12 août 2003 relatif à la formation continuée des officiers du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 2004, 23 juin 2005, 13 juillet 2005, 16 février 2006, 14 décembre 2006, 20 décembre 2007, 26 août 2010 et 4 juillet 2013, est abrogé.

Art. 76. Les officiers et les sous-officiers qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, n'ont pas encore terminé leur formation, entamée dans l'année de formation 2013 ou plus tôt, poursuivent leur cours de perfectionnement et, le cas échéant, les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major ou l'épreuve d'accession au grade de premier sergent-major ou l'examen de qualification au grade d'adjudant-chef, selon les dispositions qui étaient d'application la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, pour les sous-officiers visés à l'alinéa 1^{er} qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi, sont transférés dans la catégorie de personnel des sous-officiers de niveau B, les dérogations suivantes sont d'application :

1° la formation pour candidat sous-officier d'élite prend fin, pour le sous-officier du niveau B, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° le sous-officier du niveau B qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, suit la formation pour candidat sous-officier supérieur du niveau C, peut faire valoir le droit de terminer sa formation au moment où il a satisfait aux conditions suivantes :

a) avoir régulièrement suivi l'ensemble des modules et des modules partiels de la formation pour candidat sous-officier supérieur visé à l'article 58, alinéa 1^{er}, 1° et 2°;

b) avoir présenté, avec succès ou non, l'examen écrit portant sur les matières enseignées dans le module "management" de la formation précitée visé à l'article 58, alinéa 1^{er}, 2°.

Les sous-officiers dont la formation prend fin dans les cas visés à l'alinéa 2, poursuivent leur carrière selon les dispositions propres à leur nouvelle qualité de sous-officier du niveau B.

Art. 77. Les officiers et les sous-officiers qui, la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont renoncé à la participation à un cours de perfectionnement de leur formation continuée, peuvent à nouveau participer à ce cours selon les dispositions du présent arrêté, s'ils satisfont, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, aux conditions de l'article 249, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi.

Art. 73. Iedere deliberatiecommissie van de voortgezette vorming bedoeld in artikel 72 neemt een beslissing conform de bepalingen van het artikel 178/1 van de wet.

De directeur van de vorming voor kandidaat hoofdofficier, de directeurs van de hogere opleidingen van de voortgezette vorming, de arbeidsgeneesheer van de eenheid van de militaire instelling waar de stagiair zijn vorming volgt en de secretarissen van een deliberatiecommissie zijn niet stemgerechtigd.

De stagiair kan, volgens de bepalingen van artikel 178/2 van de wet, een gemotiveerd beroep tegen de beslissing van de deliberatiecommissie van de voortgezette vorming aantekenen bij de beroepsinstantie.

HOOFDSTUK 7. — OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 74. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht worden opgeheven :

1° artikel 15, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 september 1966 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, 9 februari 1988, 13 januari 2003, 27 maart 2003, 20 augustus 2003, 12 september 2007, 18 februari 2009 en 25 maart 2010;

2° artikel 16, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 augustus 2003;

3° artikel 17, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 augustus 2003 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 september 2007, 18 februari 2009 en 26 augustus 2010.

Art. 75. Het koninklijk besluit van 12 augustus 2003 betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 2004, 23 juni 2005, 13 juli 2005, 16 februari 2006, 14 december 2006, 20 december 2007, 26 augustus 2010 en 4 juli 2013, wordt opgeheven.

Art. 76. De officieren en onderofficieren die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, hun vorming, aangevangen in het vormingsjaar 2013 of vroeger, nog niet beëindigd hebben, zetten hun vervolmakingscursus en, in voorkomend geval, de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor of het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor of het kwalificatie-examen voor de graad van adjudant-chef verder volgens de bepalingen die van toepassing waren de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de onderofficieren bedoeld in het eerste lid, die, op de datum van de inwerkingtreding van de wet, overgeplaatst worden in de personeelscategorie van de onderofficieren van niveau B, zijn evenwel volgende afwijkingen van toepassing :

1° de vorming voor kandidaat keuronderofficier wordt voor de onderofficier van niveau B beëindigd op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

2° de onderofficier van niveau B die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier van niveau C volgt, kan het recht laten gelden om zijn vorming te beëindigen op het moment dat hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

a) op regelmatige wijze het geheel van de modules en deelmodules van de vorming voor kandidaat hoofdonderofficier bedoeld in artikel 58, eerste lid, 1° en 2°, gevolgd hebben;

b) het schriftelijk examen betreffende de in de module "management" onderwezen stof van de voornoemde vorming, bedoeld in artikel 58, eerste lid, 2°, al dan niet met succes afgelegd hebben.

De onderofficieren wiens vorming in de gevallen bedoeld in het tweede lid, beëindigd wordt, zetten hun loopbaan verder volgens de bepalingen eigen aan hun nieuwe hoedanigheid van onderofficier van niveau B.

Art. 77. De officieren en onderofficieren die, de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, verzaakt hebben aan de deelneming aan een vervolmakingscursus van hun voortgezette vorming, kunnen opnieuw deelnemen aan deze cursus volgens de bepalingen van dit besluit, indien zij, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voldoen aan de voorwaarden van artikel 249, § 1, vierde lid, van de wet.

Art. 78. Entrent en vigueur le 31 décembre 2013 :

1° les articles 110 à 113/2 de la loi;

2° le présent arrêté, à l'exception de l'article 25,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Art. 79. Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
P. DE CREM

Art. 78. Op 31 december 2013 treden in werking :

1° de artikelen 110 tot 113/2 van de wet;

2° dit besluit, met uitzondering van het artikel 25,

§ 1, eerste lid, 5°, dat in werking treedt op 1 juli 2015.

Art. 79. De minister bevoegd voor Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
P. DE CREM

MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2013/07331]

27 DECEMBRE 2013. — Arrêté ministériel modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires

Le Ministre de la Défense,

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, l'article 3, remplacé par la loi du 27 mars 2003, l'article 4, l'article 10*bis*, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 13 juillet 1976, l'article 16, 4°, remplacé par la loi du 13 juillet 1976 et modifié par la loi du 28 février 2007, telle que modifiée par la loi du 31 juillet 2013, et l'article 16*bis*, 3°, inséré par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, l'article 6, alinéa 2, inséré par la loi du 30 décembre 2008;

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et des candidats militaires du cadre actif des forces armées, les articles 21, alinéa 2, et 139, alinéa 1^{er}, remplacés par la loi du 31 décembre 2013;

Vu la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, l'article 28, alinéa 1^{er};

Vu la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée, l'article 3, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière, l'article 3, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 5 novembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, l'article 3, § 6, remplacé par l'arrêté royal du ...;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1978 relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires pilotes, l'article 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 11 septembre 2003, l'article 8, § 2, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 2005, et l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 20 juin 2005;

Vu l'arrêté royal du 4 février 1998 relatif à l'uniforme des militaires, l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 9 juillet 2007, 6 avril 2010 et 26 août 2010;

Vu l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1971 relatif à la composition et au fonctionnement des comités d'avancement;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 1977 relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'arrêté ministériel du 8 février 1994 relatif à la formation continuée des officiers subalternes du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces armées en vue de l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2013/07331]

27 DECEMBER 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van de militairen

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, artikel 3, vervangen bij de wet van 27 maart 2003, artikel 10*bis*, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, artikel 4, artikel 16, 4°, vervangen bij de wet van 13 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 28 februari 2007, zoals gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013, en artikel 16*bis*, 3°, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 19 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht, artikel 6, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 30 december 2008;

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, de artikelen 21, tweede lid, en 139, eerste lid, vervangen bij de wet van 31 december 2013;

Gelet op de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel, artikel 28, eerste lid;

Gelet op de wet van 30 augustus 2013 tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur, artikel 3, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren, artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 november 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, artikel 3, § 6, vervangen bij het koninklijk besluit van ...;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1978 betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren piloten, artikel 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 september 2003, artikel 8, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2005, en artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 februari 1998 betreffende het uniform van de militairen, artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 2007, 6 april 2010 en 26 augustus 2010;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 maart 1971 betreffende de samenstelling en de werking van de bevorderingscomités;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 september 1977 betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en van de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 februari 1994 betreffende de voortgezette vorming van de lagere officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven, door de beroepsofficieren van de krijgsmacht af te leggen met het oog op de bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad;